

# AFRICAN BUSINESS JOURNAL

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

MARS-AVRIL 2020

LE GRAND ENTRETIEN 

## AISSATA BÉAVOGUI

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC)

 **Nous voulons réussir  
notre montée en puissance** 

>> 42-51

### GRAND ANGLE

**Assurtech, un marché en pleine expansion** >> 28-32

07 ..... MOBILE MONEY  
**L'Afrique subsaharienne, région la plus dynamique au monde**

08 ..... 4<sup>e</sup> RÉVOLUTION INDUSTRIELLE  
**Bien, mais peut mieux faire**

13 ..... CÔTE D'IVOIRE  
**Exit le sucre importé, l'industrie locale privilégiée**



Plus de 20 ans au service des entreprises africaines nous ont convaincu que les clefs de l'émergence économique étaient entre nos mains. Le continent africain qui fait l'objet de toutes les convoitises est riche en ressources de tous genres:

minérales, minières, humaines, naturelles, ...

Mais la richesse de son sous-sol n'est en fait qu'un potentiel de développement et de puissance économique qu'il nous faut «transformer». Nous devons donc être des transformateurs pour traduire en développement économique ses riches potentialités.

Avec désormais 4 pôles d'activités

- CONSEIL
- FORMATION
- SANTÉ
- ÉDITION



Nous avons l'ambition  
d'être parmi les transformateurs  
que le continent attend...



3, Rue Mansour Saadi, quartier Racine 20100 Casablanca

Tél.: +212 522 36 04 18/20 Fax : +212 522 36 31 41 Email : [contact@lafriquequiose.com](mailto:contact@lafriquequiose.com)

 [facebook-lafriquequiose](https://www.facebook.com/lafriquequiose)

 [@lafriquequiose](https://twitter.com/lafriquequiose)

[www.lafriquequiose.com](http://www.lafriquequiose.com)



Système  
de Management  
certifié ISO 9001

# La Société de demain...



Par Alioune GUEYE

IL NE S'AGIT GUÈRE DE DÉNIGRER L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ QUI A APPORTÉ AVEC ELLE LA PLUS LONGUE PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ ET DE RICHESSE AU MONDE. CE DONT IL EST QUESTION ICI, C'EST DE CONSTRUIRE UN MODÈLE PLUS ÉQUILIBRÉ, PLUS JUSTE ET INTÉGRANT LES EXIGENCES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Qu'on se le dise, nous vivons des moments exceptionnels dans l'histoire de l'Humanité qui façonneront sans doute profondément la Société de demain.

Le terme de crise, trop souvent galvaudé, trouve ici tout son sens premier. En effet, le mot « crise » désigne en latin (krisis), ce « moment » où en médecine on se demande si le patient va s'en sortir ou pas. Nous sommes précisément dans ce cas de figure, d'autant que la crise est systémique.

Contrairement aux crises précédentes auxquelles on se réfère souvent, crise des subprimes de 2008, voire la crise de 1929, qui n'étaient « que » des crises économiques, cette crise est une crise de société. Il nous faut donc inventer un nouveau modèle, non pas seulement économique mais de société, comprenant une nouvelle grammaire du vivre-ensemble, avec toutes les composantes économiques, sociales et culturelles.

L'Afrique est légitime pour incarner ce nouveau modèle, tant elle a souffert dans sa chair des affres du néolibéralisme cupide, injuste et du déséquilibre des termes de l'échange. Mais elle est aussi

légitime par les valeurs qu'elle porte: la primauté du collectif sur l'individu, le sens du bien commun, le partage, le sens aigu de l'Humain.

Qu'on s'entende, il ne s'agit guère de dénigrer l'économie de marché qui a apporté avec elle la plus longue période de prospérité et de richesse au monde. Ce dont il est question ici, c'est de construire un modèle plus équilibré, plus juste et intégrant les exigences du développement durable. Dans ce modèle, autant dire que la performance ne pourra être que globale et pas seulement économique-financière. Vaste chantier!

D'ores et déjà, on sait que la technologie et les femmes y prendront une part déterminante. Ce n'est donc pas un hasard si nous consacrons un dossier à l'Assurtech, tant les technologies vont impacter tous les secteurs.

L'interview que nous a accordée Aissata Béavogui, directrice générale de Guinea Alumina Corporation (GAC), illustre bien qu'aucun secteur n'est inaccessible aux femmes et achèvera de nous convaincre que l'avenir sera féminin.

Bonne lecture ■



## À LA UNE

AISSATA BÉAVOGUI,

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC)

### «Nous voulons réussir notre montée en puissance»

Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du groupe Emirates Global Aluminium (EGA), a débuté ses activités en 2014, en Guinée, avec la construction de sa mine de bauxite à Boké (nord-ouest du pays). Six années plus tard, l'entreprise semble prendre ses marques dans un secteur caractérisé par une forte concurrence. Dans ce grand entretien exclusif accordé à African Business Journal (ABJ), la directrice générale de la GAC, Aissata Béavogui, récente lauréate du «MIGA Gender CEO Awards 2020», aborde la genèse de ce projet, les principaux marchés d'exportation de la GAC, l'éthique et la bonne gouvernance ainsi que la formation des ressources humaines.

42-51



07 | Respirateurs artificiels



08 | 4e Révolution industrielle



16 | Industrie agro-alimentaire



22 | BAD / Covid-19

## EN BREF

- 04 BAD: Un fonds de 10 milliards de dollars pour lutter contre Covid-19  
Covid-19: Récession et chute de la croissance en Afrique subsaharienne  
Sénégal: Des établissements supérieurs participent à la lutte contre le Covid-19
- 06 Maroc-Covid19: Fabrication de 500 respirateurs artificiels pour les hôpitaux  
Ghana-Covid-19: Plus de 500 millions de dollars de prêts pour le secteur de la santé
- 07 Consommation: Risque de pénurie alimentaire sur le marché mondial  
Mobile Money: L'Afrique subsaharienne, région la plus dynamique au monde

## ÉCONOMIE

- 08 Technologie: L'Afrique pas très connectée à la 4e révolution industrielle
- 10 Covid-19: Une task-force pour mobiliser des fonds sur le marché international
- 12 Banque mondiale: Des aides détournées dans les paradis fiscaux
- 13 Côte d'Ivoire: Interdiction des importations de sucre pour relancer l'industrie locale
- 14 Investissement: Vers une baisse de 15% des IDE à cause du coronavirus
- 15 Infrastructures: Plus de 280 milliards seront mobilisés pour la zone UEMOA
- 16 Nigéria: Des zones de transformation agro-industrielles pour booster l'agriculture
- 18 Sénégal: Une zone économique spéciale pour attirer les entreprises japonaises

## FINANCES

- 20 Afreximbank: 3 milliards de dollars aux pays africains pour survivre au Covid-19
- 22 BAD/Covid-19: Un programme d'aide financière pour soutenir les économies africaines
- 23 Bourse: Félix Edoh Kossi Amennoune, nouveau président de l'ASEA

## BANQUES & ASSURANCES

- 24 E-transfert: Partenariat Ecobank-Ali-pay pour séduire la diaspora
- 26 Togo: Sunu Bank se connecte au whatsapp banking



28 | Assurtech en Afrique



34 | Perte du tourisme international



40 | Recyclage des déchets plastiques



52 | Application de traduction

## GRAND ANGLE

- 28 Assurtech: Un marché en pleine expansion en Afrique
- 30 Une tendance à la hausse
- 31 Assurtech: Un très gros marché porteur en Afrique
- 32 L'irréversible ascension

## TOURISME & HÔTELLERIE

- 34 Tourisme: Plus de 400 milliards de dollars de pertes à cause du Covid-19
- 36 Afrique du Sud-Covid19: Un fonds de plus de 11 millions \$ pour sauver le tourisme
- 37 Egypte-Covid-19: Des prêts bancaires pour soutenir les établissements touristiques

## OBJECTIF ENTREPRENDRE

- 38 Afrique du Sud: Un ancien prisonnier devenu tech entrepreneur
- 40 Guinée: BGS recycle les déchets plastiques en pavés écologiques
- 41 Niger: Un entrepreneur redonne une seconde vie aux déchets de bois

## LE GRAND ENTRETIEN

- 42 **Aissata Béavogui**, Directrice générale de Guinea Alumina Corporation (GAC)  
**«Nous voulons réussir notre montée en puissance»**

## INNOVATION

- 52 Kenya: Une application qui traduit le programme scolaire en 19 langues
- 53 Côte d'Ivoire: Un site de comparaison d'offres bancaires
- 54 Sénégal: Bientôt une académie pour former des pilotes de drones

## FORMATION

- 56 RDC: Kinshasa Digital Academy, une école qui forme des développeurs
- 57 AIMS: Des bourses pour le Master africain en intelligence artificielle

## ÉCONOMIE VERTE

- 58 Mali: Exonération des équipements d'énergies renouvelables pour développer le mix énergétique
- 59 Énergie renouvelable: L'EEP Africa finance des projets en Afrique



56 | Kinshasa Digital Academy



58 | EEP finance l'énergie renouvelable

## BLOC-NOTES

- 60 Premières leçons post-Covid

## ÉVÈNEMENTS

- 61 Agenda des webinaires

## POST-SCRIPTUM

- 62 Quand le coronavirus stimule l'intelligence collective

## CHOIX DE LECTURE

- 63 Risk Management, 2e édition de Laurent Pierandrei
- Santé et sécurité au travail en Afrique: Aspects juridiques et pratiques de Henri-Joel Tagum Fombeno
- Manager le travail à distance et le télétravail: Culture - Méthodes - Outils de Daniel Ollivier
- Economie de la santé de Philippe Batifoulier, Nicolas Da Silva, et Jean-Paul Domin

BAD

## Un fonds de 10 milliards de dollars pour lutter contre le Covid-19



La Banque africaine de développement annonce la création d'un fonds de 10 milliards de dollars pour aider les pays membres à lutter contre la pandémie du Covid-19. D'après la BAD, ce fonds est doté de 5,5 milliards de dollars pour les opérations souveraines dans

les pays membres et de 3,1 milliards de dollars pour les opérations souveraines et régionales via les pays du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque chargé de répondre aux besoins des pays fragiles. De même, un montant supplémentaire de 1,35 milliard de dollars sera consacré aux opérations du secteur privé, précise-t-elle. Une mesure qui survient quelques jours après l'emprunt obligatoire social de 3 milliards de dollars émis par la banque panafricaine pour épauler les Etats africains dans leur combat contre le coronavirus.■



COVID-19

### Récession et chute de la croissance en Afrique subsaharienne

L'Afrique connaîtra sa première récession depuis 25 ans à cause de la pandémie Covid-19.

C'est l'alerte émise par Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique. « La pandémie Covid-19 met à l'épreuve les limites des sociétés et des économies dans le monde entier, et les pays africains risquent d'être particulièrement touchés », précise-t-il. Le Nigéria, l'Angola, deux pays exportateurs de pétrole, et l'Afrique du Sud seront les économies les plus affectées, d'après la Banque mondiale. Le continent enregistrera des pertes de production de 37 et 79 milliards \$ en 2020 et pourrait perdre jusqu'à 25% de ses importations de denrées alimentaires. Pis, sa croissance connaîtrait une chute « brutale » et devrait passer de 2,4 % en 2019 à -2,1%, voire -5,1 % en 2020.■

SÉNÉGAL

## Des établissements supérieurs participent à la lutte contre le Covid-19



Au Sénégal, trois établissements de l'enseignement supérieur se mobilisent pour lutter contre la propagation du coronavirus. Chacun y va de son ingéniosité. Quatre enseignants-chercheurs de l'Ecole polytechnique de Thiès (EPT) ont créé un prototype de respirateur artificiel qui pourrait aider les patients en réanimation et sous assistance respiratoire. Un modèle qu'ils souhaitent parfaire et mettre à la disposition des hôpitaux sénégalais. Pour sa part, l'Ecole supérieure polytechnique de Dakar (ESP) a produit des centaines de flacons de 500 ml de gel hydroalcoolique à travers son département Génie chimique et biologie appliquée (GCBA). Des gels mis à la disposition du ministère de la Santé. Enfin, l'Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ) prévoit d'offrir des gels antiseptiques produits dans ses laboratoires aux populations via les autorités administratives de la région (sud du pays).■

# HIPPOCRATE MÉDICAL ASSISTANCE

- Soins • Hospitalisation
- Évacuation Sanitaire • Bilan Médical

## VOUS VOULEZ...

VOUS SOIGNER

1

FAIRE SOIGNER  
VOS COLLABORATEURS  
EN MAÎTRISANT  
VOS DÉPENSES  
DE SANTÉ

2

FAIRE SOIGNER  
VOS PROCHES

3

FAIRE UN BILAN  
DE SANTÉ

4

CHECK-UP

5

**HMA**

## VOUS BÉNÉFICIEREZ DE :

- 1 Notre réseau de prestataires de qualité
  - 2 Notre médecin conseil
  - 3 Notre médecin régulateur, chargé de maîtriser les coûts
  - 4 Notre équipe dynamique, expérimentée, souriante, disponible et à l'écoute
  - 5 Notre savoir-faire de 20 ans au Maroc dans des structures hospitalières de haute technologie
- Avec une excellente prise en charge
  - Avec un accompagnement et un suivi de qualité
  - Dans les meilleurs délais et à moindre coût



HIPPOCRATE  
MEDICAL ASSISTANCE

Contactez : **Ramatoulaye SALL**

Responsable Commerciale, Groupe Afrique Challenge

Tél : +212 522 36 04 18/20 Cell : +212 661 11 89 45

E-mail : [rsall@lafriquequiouse.com](mailto:rsall@lafriquequiouse.com)

MAROC-COVID19

## Fabrication de 500 respirateurs artificiels pour les hôpitaux

Le Maroc prévoit de fabriquer des respirateurs artificiels 100 % marocains.

Pour ce faire, le gouvernement a mis en place un écosystème regroupant universitaires, médecins et industriels locaux pour relever ce défi vital. «Des médecins, des experts et des ingénieurs notamment du secteur aéronautique se sont mis à travailler pour concevoir une première version d'un respirateur qui a été améliorée suite aux recommandations des méde-

cins (ndlr, membres de l'écosystème)», a déclaré Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie et du commerce, mardi 7 avril, lors d'un entretien avec une télévision privée locale. «Dans deux semaines, nous aurons 500 respirateurs prêts. Après, nous passerons à une production à plus grande échelle. Nous envisageons de produire toutes les quantités dont aura besoin le Maroc. Et si les conditions le permettent, pourquoi pas en exporter», renchérit-il.■



GHANA-COVID-19

## Plus de 500 millions de dollars de prêts pour le secteur de la santé

Les banques ghanéennes volent au secours des professionnels de la santé. La Ghana Association of Bankers (GAB) prévoit d'octroyer des prêts de 3 milliards de cedis (519,7 millions \$) à des entreprises du secteur de la santé au Ghana, car, selon elle, le Covid-19 entraîne des effets néfastes pour le secteur et fait exploser les prix des produits médicaux sur le marché. La priorité sera accordée aux établissements sanitaires qui fournissent du matériel médical essentiel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, indique la GAB. «Ghana Association of Bankers finalise les discussions avec le régulateur du système bancaire, le ministère des Finances et les banques membres pour mettre en place des prêts qui seront accordés à des conditions préférentielles aux sociétés du secteur de la santé qui concentrent leur attention sur la fourniture d'équipements médicaux essentiels », précise un communiqué de l'organisation.■





## CONSOMMATION

# Risque de pénurie alimentaire sur le marché mondial



La pandémie de coronavirus pourrait provoquer une pénurie alimentaire sur le marché mondial. C'est la triste prédiction de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elles l'ont annoncé dans un communiqué conjoint. Selon ces organismes onusiens, le Covid-19 pourrait pousser les pays exportateurs à effectuer des rétentions de stocks qui « peuvent contribuer à altérer l'équilibre entre l'approvisionnement alimentaire et la demande, avec pour conséquence une hausse de la volatilité des prix ». D'après elles, le commerce international connaît déjà des perturbations avec « le ralentissement de la circulation des travailleurs de l'industrie agricole et alimentaire qui bloquent de nombreuses agricultures occidentales, et des retards aux frontières pour les containers de marchandises ». ■



## MOBILE MONEY

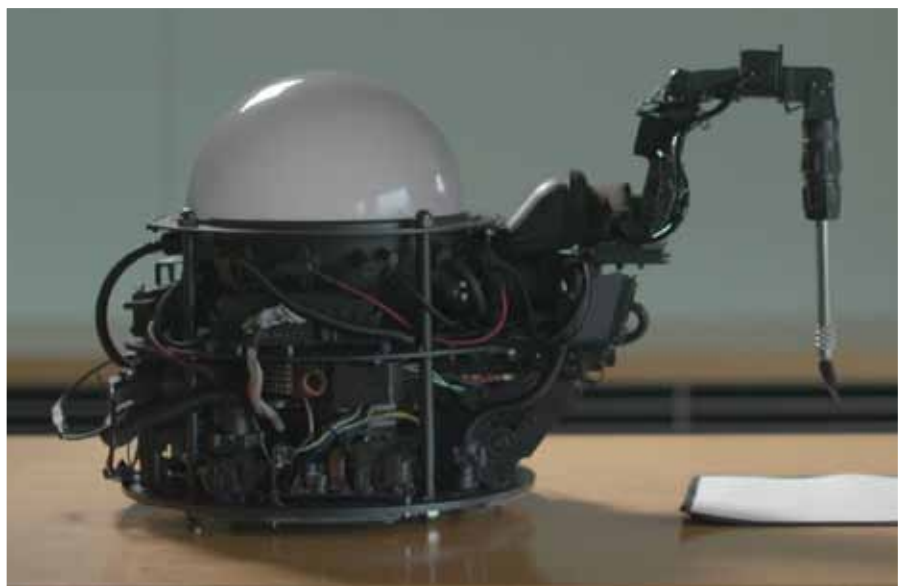
# L'Afrique subsaharienne, région la plus dynamique au monde

Le Mobile Money a décidément le vent en poupe en Afrique subsaharienne. Elle a enregistré 23,8 milliards de transactions sur les 37,1 milliards comptabilisés en 2019 dans le monde par l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Ce qui représente 64,15% du volume des transactions mondiales. La région reste aussi la plus dynamique au monde sur

la valeur financière des transactions avec ses 456,3 milliards de dollars envoyés, reçus ou dépensés, soit 66,12% de la valeur financière globale des transactions (690,1 milliards \$) dénombrées par GSMA. Une valeur générée par les 469 millions de comptes de la région, soit une croissance annuelle de 11,9%, via 144 services de paiement mobile. ■



© Financial Times



TECHNOLOGIE

# L'Afrique pas très connectée à la 4<sup>e</sup> révolution industrielle

---

LE CAPITAL HUMAIN ET LA GOUVERNANCE SONT DES FACTEURS ESSENTIELS POUR PERMETTRE AUX ETATS AFRICAINS DE FAIRE FACE AUX DÉFIS DE LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, SELON UN RAPPORT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD).

---

Par Baye Sakho

---



La quatrième révolution industrielle (4RI) n'est plus une illusion, elle est devenue une réalité de cette nouvelle ère. L'émergence de technologies de pointe, à l'instar de l'Intelligence artificielle (IA), a repoussé les limites de l'imaginable. L'Afrique devrait avoir certaines prédispositions pour ne pas rester en marge de cette 4RI. C'est en substance le message véhiculé par la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport intitulé « Libérer le potentiel de la quatrième révolu-

Le rapport révèle en outre que l'internet des objets (IOT) et le big data sont les technologies les plus utilisées en Afrique, à côté de l'impression 3D, l'Intelligence artificielle (IA), les drones et la blockchain, dans une moindre mesure. Plusieurs jeunes entrepreneurs africains utilisent ces technologies pour proposer des solutions innovantes. 712 startups technologiques, sur les 6500 dénombrées sur le continent en 2019, développent des applications 4RI, soit environ 10%. Elles ont même bénéficié d'investissements en capital-risque de 210 millions de dollars. « Les technologies de quatrième révolution industrielle vont permettre aux Etats africains de faire face aux défis dans plusieurs domaines, tels que l'agriculture, les services, le secteur manufacturier, l'éducation, l'énergie et la santé. Et ainsi de booster l'activité économique du continent qui ne représente que 4% du PIB mondial », souligne Stefan Nalletamby, directeur du département du développement des marchés financiers à la BAD.



tion industrielle en Afrique ». Le chantier reste encore énorme sur le continent. Seuls cinq pays, en l'occurrence l'île Maurice, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Ghana et le Botswana, disposent du potentiel nécessaire pour faire face aux défis de cette révolution technologique, grâce à un capital humain bien formé dans le domaine des technologies et des infrastructures technologiques répondant aux normes, et des politiques étatiques qui favorisent le développement de cette quatrième révolution industrielle.

L'augmentation de la démographie pourrait être un atout de taille pour stimuler l'innovation dans les pays africains. « L'importante population africaine, qui devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 2,4 milliards d'individus, présente à la fois une source de données pour alimenter l'innovation dans les technologies 4IR ainsi qu'un marché précieux. Il existe une marge de croissance du côté de l'offre, car les produits et services proposés en Afrique se situent bien en dessous des niveaux de demande estimés », indique la BAD, qui précise qu'outre le capital humain, la gouvernance, les politiques publiques, la réglementation et les programmes de soutien à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à l'accès au financement sont des facteurs essentiels pour être au diapason de cette 4e révolution industrielle. ■



UA-COVID-19

## Une task-force pour mobiliser des fonds sur le marché international

DR NGOZI OKONJO-IWEALA, LE DR DONALD KABERUKA, TIDJANE THIAM ET TREVOR MANUEL ONT ÉTÉ NOMMÉS ENVOYÉS SPÉCIAUX DE L'UNION AFRICAINE POUR MOBILISER DES FONDS SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL POUR PERMETTRE AUX PAYS AFRICAINS DE FAIRE FACE AU CORONAVIRUS.

Par Babacar Seck

D'après l'Union africaine (UA), cette task force aura pour mission de solliciter un soutien rapide et concret, auprès de l'Union européenne et d'autres institutions financières internationales. « Compte tenu de l'impact socioéconomique et politique dévastateur de la pandémie sur les pays africains, ces institutions doivent soutenir les économies africaines qui sont confrontées à

de graves défis économiques avec un plan de relance complet pour l'Afrique, y compris une dette différée et des paiements d'intérêts », indique Cyril Ramaphosa, président en exercice de l'UA.

Ce choix est loin d'être anodin. Ces quatre grandes personnalités ont un CV hyper riche et maîtrise les rouages de la finance à l'échelle continentale et internationale. Dr Okonjo-



Iweala, ancienne directrice générale de la Banque mondiale,

est un économiste et expert en développement. Elle fut également ministre des Finances du Nigéria pendant plusieurs années. Dr Kaberuka, ancien président de la Banque africaine de développement (BAD) et actuel président du conseil d'administration de la BAD, est économiste de renom. Il fut ministre des Finances du Rwanda et a été nommé en 2016 envoyé spécial de l'UA pour le financement durable de l'organisation continentale et le financement de la paix en Afrique.

Trevor Manuel, plus ancien ministre des Finances de l'Afrique du Sud, a été nommé en 2018 envoyé à l'investissement par le président sud-africain Cyril Ramaphosa pour engager des investisseurs nationaux et internationaux dans le cadre de la campagne nationale d'investissement du pays. Il avait dirigé la Commission nationale de planification du pays. Tidjane Thiam est banquier et homme d'affaires ivoirien ancien collaborateur de McKinsey and Company. Ex-directeur général du Crédit Suisse et ancien directeur financier et PDG de Prudential, il jouit d'une belle reconnaissance sur le marché financier international. ■

# AFRICAN BUSINESS JOURNAL

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE EN MOUVEMENT



[www.africanbusinessjournal.info](http://www.africanbusinessjournal.info)

Entrez dans l'univers de l'Afrique qui Ose !

Optimisé pour tout support  
Mac • PC • Tablette • Smartphone



BANQUE MONDIALE

# Des aides détournées dans les paradis fiscaux

DES AIDES ACCORDÉES PAR LA BANQUE MONDIALE À PLUSIEURS PAYS SONT DÉTOURNÉES DANS DES PARADIS FISCAUX, RÉVÈLE UN RAPPORT INÉDIT.

Par Babacar Seck



Le rapport «Elite Capture Foreign Aid» fait d'étonnantes révélations sur l'usage des aides octroyées par la Banque mondiale. D'après ce document co-écrit par des experts de la banque qui ont analysé plusieurs transactions financières entre 1990 et 2010, les milliards de dollars accordés à 22 pays atterrissent dans des banques étrangères, reconnues comme des paradis fiscaux. Pis, ces transferts illicites représentent 5% de l'aide au développement accordée par l'institution de Bretton Woods à ces pays et atteint même la barre des 15% pour les sept pays qui dépendent le plus de ces apports (Burundi, Guinée-Bissau, Érythrée, Malawi, Sierra Leone, Ouganda, Mozambique).

Les auteurs constatent qu'un pays qui recevait une aide équivalente à 1% du PIB au cours d'un trimestre augmentait ses dépôts dans les paradis fiscaux de 3,4% par rapport à un pays qui n'en bénéficiait pas. L'octroi de financements à des pays comme le Burundi ou l'Erythrée se traduisait par

une hausse des transferts vers des pays comme la Suisse ou le Luxembourg, précisent-ils. Les sommes déposées dans ces paradis fiscaux oscillent en moyenne entre 4 millions (Sao Tomé-et-Principe) et près de 200 millions de dollars (Madagascar).

L'usage de l'aide publique au développement (APD) accordée par la Banque mondiale est souvent sujet à la polémique, particulièrement en Afrique où son impact reste mitigé, selon plusieurs experts. En 2015, plusieurs ONG dont Oxfam pointaient du doigt le manque de suivi des montants octroyés par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans le financement du secteur privé. Nicolas Mombrial, chef du bureau d'Oxfam International à Washington DC, avait déclaré à l'époque que «la douloureuse vérité est que la SFI ne sait pas où finit une grande partie de son argent ni même s'il est utile ou nuisible». Ce nouveau rapport remet ainsi au goût du jour un débat qui semble loin de connaître son épilogue. ■

CÔTE D'IVOIRE

# Interdiction des importations de sucre pour relancer l'industrie locale

L'ÉTAT IVOIRIEN MAINTIEN LA MESURE D'INTERDICTION DES IMPORTATIONS DE SUCRE. OBJECTIF: PERMETTRE AUX ENTREPRISES SUCRIÈRES IVOIRIENNES D'ÊTRE PLUS COMPÉTITIVES.

Par Moussa Sène



Le gouvernement ivoirien est préoccupé par la survie de l'industrie sucrière.

Début février, il a annoncé le maintien de l'interdiction des importations de sucre sur une période de cinq ans. «Durant cette période, des importations spéciales de sucre seront réalisées exclusivement par les sociétés sucrières pour couvrir 50% des besoins des entreprises industrielles utilisatrices de sucre à un prix de vente à marge nulle, sur la base de l'évaluation des besoins exprimés par ces industries. La différence des besoins (50%) sera fournie par les sociétés sucrières locales», précise un

communiqué publié au sortir d'un Conseil des ministres.

En outre, l'Etat annonce la signature prochaine d'un contrat-plan avec les sociétés sucrières sur une période de cinq ans durant laquelle ces entreprises devront s'engager à réaliser des investissements nécessaires pour augmenter leur capacité, améliorer leur productivité et compétitivité, réaliser l'autosuffisance en sucre en vue de garantir des prix compétitifs pour les ménages dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Ces mesures ont été annoncées après la publication d'une étude de la Cellule d'analyse de politiques économiques du

Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires), sur demande du gouvernement, pour évaluer la rentabilité globale et le niveau de compétitivité des entreprises sucrières ivoiriennes, à travers une analyse de la structure des prix et de l'évaluation du coût à l'importation. Ces résultats ont d'ailleurs été présentés en Conseil des ministres. Ce rapport révèle une baisse de compétitivité du secteur en mettant l'accent essentiellement sur le faible niveau d'investissements réalisés par les opérateurs de la filière et les coûts de production élevés du sucre en Côte d'Ivoire. ■





INVESTISSEMENT

## Vers une baisse de 15% des IDE à cause du coronavirus

LE COVID-19 POURRAIT RÉDUIRE DE 15% LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE), SELON UN RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED).

Par Baye Sakho

Les dégâts économiques de la pandémie Covid-19, communément appelée coronavirus, ne cessent d'empirer. Quasiment tous les pans de l'économie sont fragilisés par cette maladie. Les investisse-

ments ne devraient pas être en reste. D'après un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), elle pourrait réduire de 15% les investissements directs étrangers (IDE). «Avec des scénarios de pro-

pagation de l'épidémie allant d'une stabilisation à court terme à une poursuite tout au long de l'année, la pression à la baisse sur les IDE sera de -5% à -15% (par rapport aux prévisions précédentes qui prévoyaient une croissance



marginale des IDE pour 2020-2021) », indique la Cnuced, qui a analysé plusieurs scénarios pour évaluer l'impact de l'épidémie sur les investissements dans le monde.

### 40 milliards de dollars de pertes pour le transport aérien

Les conséquences seront inégales en fonction des régions, précise le rapport. L'Afrique, continent le moins touché jusque-là par la pandémie, pourrait connaître une baisse moins drastique des IDE. «La crise du Covid-19 aura des répercussions sur les investissements liés au marché, à l'efficacité et à la recherche de ressources. Les projets d'investissement à la recherche de marchés et d'IDE dans les industries extractives pourraient être retardés dans le monde entier en raison de chocs négatifs sur la demande», souligne-t-on.

Le secteur aérien africain ne devrait pas être épargné par ce vent austère. Les compagnies aériennes africaines pourraient ainsi perdre jusqu'à 40 milliards de dollars sur leur chiffre d'affaires global en 2020, selon les estimations de l'Association internationale du transport aérien (IATA). Certaines d'entre elles enregistrent déjà un grand manque à gagner avec la suspension de leurs liaisons vers les grands foyers de propagation comme la Chine et l'Italie. Au niveau mondial, les pertes sont estimées à 113 milliards de dollars si la pandémie se maintiendrait à un rythme exponentiel. ■

## INFRASTRUCTURES

# Plus de 280 milliards seront mobilisés pour la zone UEMOA

LA BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD) PRÉVOIT DE MOBILISER PLUS DE 400 MILLIONS D'EUROS POUR FINANCER DES INFRASTRUCTURES DANS LA ZONE UEMOA.

Par B.S



440 millions d'euros (environ 288 milliards de FCFA), c'est le montant que la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) compte mobiliser pour financer des infrastructures dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Un partenariat a été paraphé dans ce sens avec Cordiant Capital, une société d'investissement multisectoriel établie au Canada pour la création de deux véhicules financiers : un fonds infrastructures (400 millions €) et un fonds amorçage (40 millions €) qui seront gérés par l'entreprise canadienne.

En tant qu'investisseur de référence, la BOAD s'engage à hauteur de 58 millions d'euros (38,2 milliards de FCFA), soit 12 milliards FCFA au fonds d'amorçage



et 26,2 milliards FCFA au fonds d'infrastructures. Les sommes mobilisées seront injectées dans la construction d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la communication. D'après Christian Adovelande, président de la BOAD, c'est «le plus grand engagement jamais contracté par l'institution depuis sa création». ■

NIGÉRIA


# Des zones de transformation agro-industrielles pour booster l'agriculture

---

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) A LANCÉ UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLES (SAPZ) AU NIGÉRIA POUR ATTIRER LES ENTREPRISES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES.

---

Par Moussa Sène

 Les travaux de la première phase de ce projet, d'un coût global de 500 millions de dollars, débuteront en août 2020 dans quatre zones du pays : le nord-est/ouest, le sud-ouest, le centre-nord et du sud-est/sud. Selon Banji Oyelaran-Oyeyinka, conseiller spécial à l'industrialisation du président de la Banque africaine de développement (BAD), « les fonds seront libérés en deux tranches pour chaque phase. Le déblocage de la seconde tranche sera lié à l'avancement de l'exécution des projets de la première phase ». Ces zones agro-industrielles qui seront érigées sur le modèle des zones économiques

spéciales devraient stimuler l'agriculture, un des moteurs de l'économie nigériane qui représente 22% du PIB. Troisième secteur économique le plus important du pays, d'après la Banque mondiale, il polarise plus de 60 % de la main-d'œuvre.

Ce programme de la BAD entre dans le cadre du plan mis en place par le gouvernement nigérian pour soutenir la croissance des zones de transformation des cultures essentielles (SCPZ). Il vise également à promouvoir la valeur ajoutée dans le secteur agricole à travers le développement d'industries agroalimentaires qui s'appuient sur des chaînes de valeur intégrées. ■



SÉNÉGAL

# Une zone économique spéciale pour attirer les entreprises japonaises

---

LE PAYS PRÉVOIT DE CONSTRUIRE UNE ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE POUR LES ENTREPRISES JAPONAISES QUI SOUHAITENT Y INVESTIR.

---

Par M.S



Dakar fait les yeux doux aux entreprises nippones. Lors de la réunion de lancement du premier comité économique pour la promotion des investissements japonais au Sénégal,

Amadou Hott, ministre sénégalais de l'Économie, du plan et de la coopération, a annoncé la création d'une zone économique spéciale dédiée aux sociétés japonaises. D'après lui, ce projet permettra de stimu-

ler le PIB du Sénégal et d'impacter positivement l'activité économique et la rentrée des devises, mais aussi contribuer à la création d'emplois. « La création de cette zone a été motivée par la volonté des autorités



▲ MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE COOPÉRATION, AMADOU HOTT

sénégalaises d'avoir des biens et services produits à partir du Sénégal, exportés vers le reste du monde », précise-t-il. Amadou Hott et l'ambassadeur japonais, Tatsuo Arai, envisagent d'élargir les activi-

tés des entreprises japonaises au Sénégal, en organisant des rencontres régulières du comité économique et en encourageant le partenariat gagnant-gagnant avec le secteur privé local. Pour rappel, le pays

comptait en 2016 une quinzaine d'entreprises japonaises sur son territoire. La mise en place de cette prochaine zone économique spéciale devrait séduire de nouveaux investisseurs du pays du Soleil levant. ■





AFREXIMBANK

# 3 milliards de dollars aux pays africains pour survivre au Covid-19

---

LA BANQUE AFRICAINE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION (AFREXIMBANK) ANNONCE LA MISE EN PLACE D'UNE FACILITÉ DE CRÉDIT DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS POUR PERMETTRE AUX PAYS AFRICAINS DE FAIRE FACE AUX MULTIPLES EFFETS DU CORONAVIRUS.

---

Par . B.S

Afreximbank tend la main aux Etats africains. Dans un communiqué publié fin mars 2020, l'institution bancaire annonce la mise à leur disposition d'une facilité de crédit de 3 milliards de dollars pour leur permettre de gérer les chocs financiers, sanitaires et économiques causés par le Covid-19.

A travers cet appui financier dénommé Pandemic Trade Impact Mitigation Facility (PATIMFA), la Banque africaine d'exportation et d'importation souhaite aider les banques centrales des pays membres et d'autres institutions financières

à faire face aux paiements de la dette commerciale, soutenir et stabiliser leurs ressources en devises en leur permettant dans l'urgence de supporter les importations essentielles et, enfin, aider les pays membres à pallier la baisse des recettes fiscales émanant d'exportations spécifiques, telles que les redevances minières, pour atténuer la chute des exportations. D'après Benedict Oramah, président d'Afreximbank, « une réponse financière rapide et efficace est nécessaire pour éviter une crise majeure en Afrique », car, selon lui, « l'Afrique est expo-

sée sur de nombreux fronts, notamment la baisse significative des revenus du tourisme, les transferts de fonds des migrants, les prix des matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement manufacturières ».

Outre les aspects financiers et économiques, ce fonds permettra aux économies africaines de financer les besoins d'urgence en importation de médicaments, équipements médicaux, réaménagement d'hôpitaux pour lutter contre le coronavirus. ■

BAD/COVID-19

## Un programme d'aide financière pour soutenir les économies africaines

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) LÈVE 3 MILLIARDS DE DOLLARS QUI SERONT DÉDIÉS AUX PAYS AFRICAINS POUR LEUR PERMETTRE DE GÉRER L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU COVID-19 ET OCTROIE 2 MILLIONS DE DOLLARS À L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) POUR MIEUX LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE EN AFRIQUE.

Par Baye Sakho

A l'instar de la Banque africaine d'exportation et d'importation (Afreximbank), la Banque africaine de développement (BAD) vient à la rescousse des économies africaines frappées de plein fouet par le Covid-19. Elle a levé 3 milliards de dollars via un emprunt obligataire social d'une durée de trois ans pour leur permettre d'atténuer les effets du coronavirus. Ce fonds dénommé Fight Covid-19, d'un montant de 3 milliards de dollars sur trois ans, est la plus importante obligation sociale jamais lancée sur les marchés internationaux des capitaux à ce jour et également la plus grande référence en dollars américains jamais émise par la banque, indique l'institution panafricaine.

Cette levée de fonds entre dans le cadre d'un programme d'aide financière mis en place par la BAD pour soutenir les pays africains, car, souligne-t-elle, l'Afrique aura besoin de plusieurs milliards de dollars pour atténuer les conséquences de cette pandémie suite aux mesures d'urgence, comme les fermetures commerciales, prises par de nombreux Etats. « Cette émission d'obligations Covid-19 de 3 milliards \$ est la première partie de notre réponse globale qui sera bientôt annoncée. Il s'agit en effet de la plus importante tran-



▲ PRÉSIDENT DE LA BAD, AKINWUMI ADESINA

saction d'obligations sociales libellée en dollars à ce jour sur les marchés de capitaux. Nous sommes ici pour l'Afrique et nous apporterons un soutien rapide et significatif aux pays», indique Akinwumi Adesina, président de la BAD.

Parallèlement, la BAD a annoncé l'octroi de 2 millions de dollars sous forme d'aide d'urgence à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour lui permettre de mieux lutter contre le coronavirus sur le continent et atténuer ses effets. ■



BOURSE

# Félix Edoh Kossi Amenounve, nouveau président de l'ASEA

FÉLIX EDOH KOSSI AMENOUNVE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM), EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES BOURSES DES VALEURS AFRICAINES (ASEA). IL REMPLACE LE MAROCAIN KARIM HAJJI ADMIS À LA RETRAITE.

Par B.S

Un nouveau top manager à la tête de l'Association des Bourses des valeurs africaines (The African Securities Exchanges Association - ASEA). Depuis mercredi 1er avril, le financier togolais Félix Edoh Kossi Amenounve, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), est le nouveau président de l'ASEA après le départ à la retraite du Marocain Karim Hajji, ancien directeur général de la Bourse de Casablanca.

Il aura pour principales missions de poursuivre les grands chantiers en cours de l'association, notamment la mise en œuvre du projet d'intégration des bourses des valeurs africaines (African Exchanges Linkage Project – AELP) et la poursuite des discussions de haut niveau des bourses africaines avec la Commission de l'Union africaine pour une bourse panafricaine, indique un communiqué de l'ASEA. «



▲ DR. EDOH KOSSI AMENOUNVE

Il sera également chargé de coordonner les actions des bourses africaines face à la pandémie de maladie à coronavirus ainsi que l'exécution de la stratégie post-crise des marchés de capitaux africains pour la relance des économies du continent », souligne-t-on.

Le nouveau président pourra s'appuyer sur le comité exécutif, où siègent les Bourses de Johannesburg, Casablanca, Ghana, Kenya, Rwanda, Botswana, de la BRVM et de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), pour relever ces défis. ■



E-TRANSFERT

## Partenariat Ecobank-Alipay pour séduire la diaspora

LE GROUPE ECOBANK, A SIGNÉ UN ACCORD DE PARTENARIAT AVEC ALIPAY, FILIALE DU GÉANT CHINOIS ALIBABA, POUR FACILITER LES TRANSFERTS D'ARGENT INTERNATIONAUX VIA MOBILE.

Par Moussa Sène



▶ En Afrique, le mobile banking a fini par prendre ses marques. Plusieurs consommateurs sont désormais familiers à ses services et les utilisent pour effectuer différentes

transactions. Ecobank souhaite surfer sur cette vague en nouant un partenariat avec la plateforme Alipay, une des entités de la multinationale chinoise Alibaba. À travers ce rapprochement, le

groupe panafricain ambitionne de faciliter les transferts immédiats, via son service Rapidtransfer, à plus de 1,2 milliard de personnes qui utilisent Alipay, pour diversifier les options offertes à ses clients. «Grâce à notre partenariat avec Alipay, nous tirons davantage parti de la taille et de la capacité de notre écosystème de paiements unifiés à l'échelle mondiale», affirme Nana Abban, Directrice du pôle Particuliers du groupe. Ce produit sera déployé sur l'ensemble des 33 pays où exerce la banque, sous réserve des approbations locales requises, précise la banque.

La diaspora africaine est l'une des principales cibles de la banque. Objectif, «étendre cette solution aux travailleurs expatriés exerçant en Afrique, tout en leur offrant les mêmes avantages», souligne-t-elle, non sans indiquer que la solution Rapidtransfer a «au fil des ans fourni des services transparents, pratiques et abordables à la diaspora africaine et à ses proches en Afrique». ■



# FORMATION Incoterms 2020

THÈME

## INCOTERMS 2020

### Tout savoir sur les évolutions, les nouveaux risques et leurs Impacts.

Quelles sont les innovations ?

Quelles sont les risques et comment les appréhender ?

Que faut-il savoir pour éviter les litiges et préserver votre relation avec vos partenaires ?

Quel(s) incoterm(s) choisir pour la répartition des risques ?

EN EXCLUSIVITÉ

Les leçons à tirer des cas pratiques depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle version 2020.



- PÉRIODE : **DU 16 AU 20 JUIN 2020** "SAUF CAS DE FORCE MAJEURE"
- LIEU : **CASABLANCA**

Plus d'informations au +212 6 62 11 95 14 ou par mail [adia@lafriquequiose.com](mailto:adia@lafriquequiose.com)

[www.lafriquequiose.com](http://www.lafriquequiose.com)

TOGO

# Sunu Bank se connecte au whatsapp banking

---

SUNU BANK PROPOSE DÉSORMAIS DES SERVICES DE WHATSAPP BANKING, EN PARTENARIAT AVEC LA STARTUP TECHNOLOGIQUE SEMOA.

---

Par M.S



Le «whatsapp banking», une innovation développée par le jeune entrepreneur togolais Edem Adjamagbo de la startup Semoa, permet aux clients de la banque Sunu Bank de recharger leurs comptes mobiles Flooz et Tmoney, de payer leurs factures TV et d'électricité et d'acheter du crédit téléphonique. De même, ils pourront demander et obtenir instantanément leur solde et l'historique de leurs dix dernières transactions, d'après la startup.

Pour accéder à ce service, le client devra se rendre dans l'une des agences et remplir une fiche de souscription, précise Sunu Bank Togo. A travers le whatsapp banking services, ils pourront ainsi effectuer des opérations via leurs comptes bancaires «sans aucune contrainte d'horaires». Pour rappel, ce jeune Togolais est le vainqueur du Bootcamp Cap'tech, organisé en 2019 à Casablanca, grâce à cette solution innovante.■



SUNU ————  
CONNECT

WhatsApp Banking

Internet Banking

SMS & E-mails Alertes



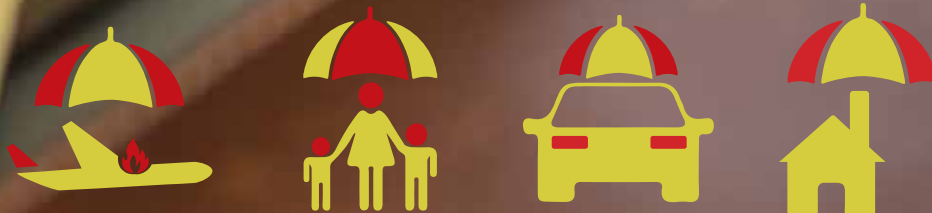
Grand angle

**ASSURTECH**  
**Un marché en**  
**pleine expansion**  
**en Afrique**



S'INSCRIVANT DANS LA MOUVANCE INTERNATIONALE, UN CERTAIN NOMBRE D'ENTREPRISES AFRICAINES S'ENGOUFFRENT DANS CE QUI EST EN TRAIN DE DEVENIR PLUS QU'UN CRÉNEAU, ASSURTECH OU INSURTECH. GÉNÉRALEMENT DES STARTUPS SERVICIELLES S'Y DÉVELOPPENT ENTRE COMPAGNIES D'ASSURANCE ET CONSOMMATEURS, DANS UN CONTEXTE OÙ LE CAPITAL HUMAIN EST PLUS ENCLIN À LA TECHNOLOGIE DIGITALE ET NUMÉRIQUE, ET S'OCTROIENT DE CONSÉQUENTES PARTS DE MARCHÉ.

Réalisé par Daouda Mbaye





# Une tendance à la hausse



A l'ère de la connectique, du Big Data et des IoT (Internet des objets), nous assistons en Afrique, à l'instar de ce qui se passe un peu partout dans le monde, à l'éclosion de nouveaux modèles économiques qui emploient de nouveaux process pour proposer de nouveaux produits. Les opérateurs s'accordent aujourd'hui sur le fait que de profondes transformations modifient les comportements de tous les acteurs du marché. Gwenaël Her-

vé, directeur général de Hiscox France, soutenait naguère que: «*les startups misent généralement sur l'innovation, pour se démarquer et touchent tous les domaines: données personnelles, automobile, habitation...*».

En Afrique, l'Assurtech s'inscrit sur une bonne tendance à la hausse. Qu'il s'agisse d'assurés, d'intermédiaires, de compagnies d'assurance et/ou de réassurance, les opérateurs sont tous concernés sachant que les domaines investis vont de

la relation client à l'intelligence artificielle et la personnalisation des offres, en passant par la baisse des coûts et des tarifs, le big data, donc les objets connectés, les véhicules autonomes, la dématérialisation des contrats d'assurance, la gestion des contrats d'assurance par internet, la gestion des sinistres en ligne, les nouveaux services (assurance à la demande ou collaborative)..., services aux assureurs ou assurés, distribution ou courtiers, achats groupés. ■





ASSURTECH

# Un très gros marché porteur en Afrique



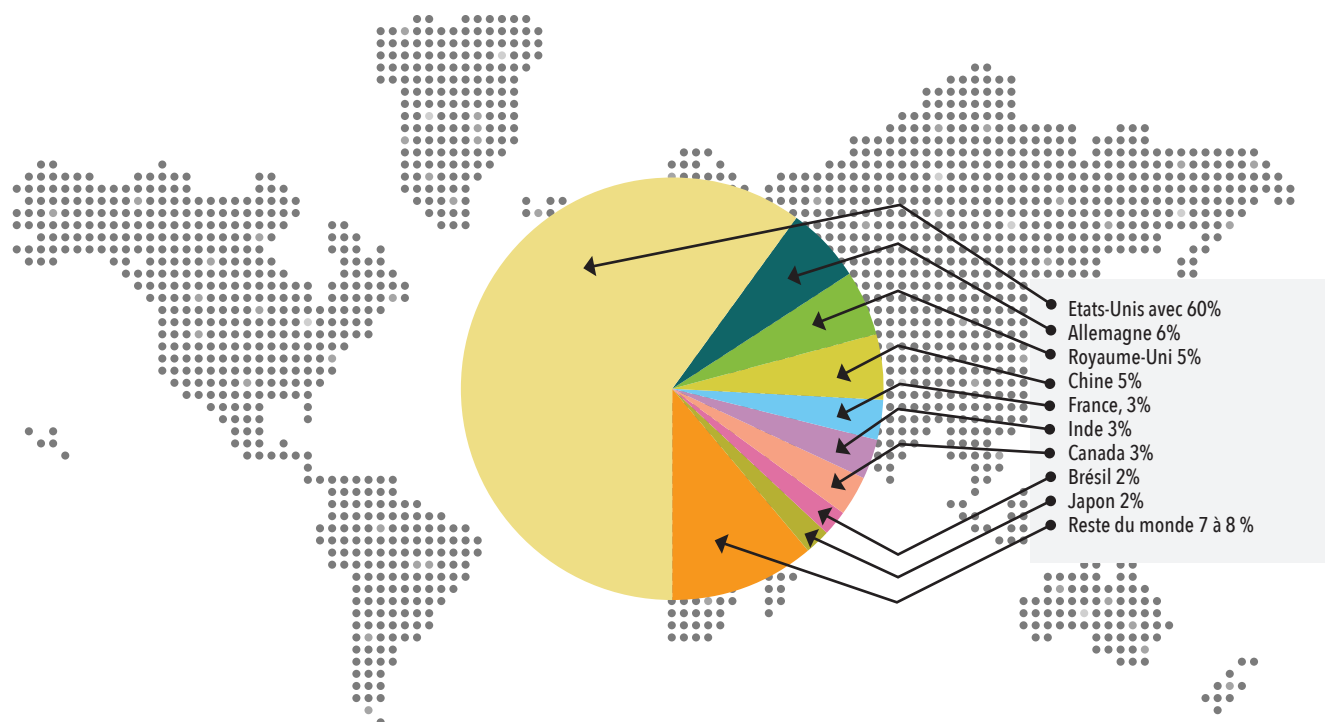
SUR LE CONTINENT, CE SONT UN PEU MOINS DE 200 STRUCTURES QUI S'ACTIVENT DANS L'ASSURTECH, NOTAMMENT DANS LA PRÉVENTION, LE PEER TO PEER (CLIENT-SERVEUR ET BLOCKCHAIN), L'IA, LE BIG DATA ET L'IOT, LES COMPARETEURS, LES SERVICES AUX ASSURÉS, L'INNOVATION DE PRODUITS ET SERVICES...



▶ On les trouve essentiellement en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigéria, en Egypte, au Maroc, en Tunisie, au Sénégal. Les AutoGenius ou Naked Insurance du Nigéria, PlaNet Guarantee implantée au Sénégal avec des bureaux de représentation au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali, ont eu le vent en poupe jusque vers

la fin de 2019. Des sources dignes de confiance font état de déploiement des françaises Alan, Axa Strategic Venture, Hiscox France vers le continent noir. Il s'agit d'un marché important. Comme l'a défendu Florian Graillot, Associate Axa Strategic Venture, c'est un très gros marché très régulé sur lequel la technologie peut avoir un impact sur la chaîne de valeur.

La récente évolution du marché mondial, avec des investissements qui sont passés d'à peine 870 000 \$ à près de 3 milliards \$ de 2014 à 2017, avec un nombre de 300 à plus de 1500. Cette tendance s'est poursuivie en 2018, considérée comme une année exceptionnelle avec 1,41 milliard \$ d'investissements, puis en 2019 cataloguée année de tous les records. En effet, si en Fintech le monde est passé durant ces deux dernières années de 40 licornes (valorisation dépassant 1 milliard \$) à 66, l'évolution a été plus rapide dans l'Assurtech. Dans ce secteur, les licornes sont au nombre de 10, contre juste 2 en 2018. Certes, aucune africaine ne figure parmi elles, mais gageons que les américaines Clover Health, Devoted Health, Oscar, Hippo, Lemonade (300 millions \$ de levées de fonds en 2019), Root Insurance, Next Insurance, Bright Health, l'indienne Policy Bazaar (152 millions \$) et l'allemande WeFox, seront bientôt rejointes par d'autres venant du Sud. ■



# L'irréversible ascension



Face aux chiffres importants en termes de financements et de levées de fonds, souvent apportés par des assureurs, tels qu'Allianz qui a mis 75 millions \$ sur Wealthsimple ou China Pacific Insurance qui a misé 74 millions \$ sur More Health, ce sont quelque 160 entreprises africaines dans l'Assurtech qui ont pignon sur rue. M. Coenraad Vrolijk, directeur général d'Allianz Africa, déclarait à Abidjan : «Depuis 2016, nous avons investi près de 600 000 € sur le continent avec notamment des acquisitions au Maroc ou au Nigéria et des prises de participation (8%) dans Africa Ré... nous voulons être capables de travailler en Afrique, de la réassurance à la micro-assurance». Sur cette dernière branche, Allianz couvre 500 000 familles ou particuliers en Afrique, s'appuyant sur l'Assurtech Bima opérationnelle au Ghana, au Sénégal et en Tanzanie, avec une mise de 97 millions \$ en fin 2017.

En termes d'effectifs, les écarts sont encore importants, les Etats-Unis avec 60% des startups Assurtech caracolent en tête, suivis de très loin par l'Allemagne (6%), le Royaume-Uni et la Chine (5% chacun), la France, l'Inde et le Canada (3% chacun), arrivent, enfin, le Brésil et le Japon (2% chacun), tandis que le reste du monde n'enregistre que 7 à 8%.

Nous aurions aimé savoir comment les Assurtech africaines influent sur la configuration du secteur... si elles la font pencher vers plus de vie ou confort-elles la Non-vie, mais avouons que nos interlocuteurs n'ont pas été bavards. Est-ce dû au confinement dicté par le Covid-19 ? Quoi qu'il en soit, un processus est d'ores et déjà enclenché... Les géants de demain de l'assurance se positionnent tant bien que mal, du Cap à Nairobi, en passant par Lagos, Addis Abeba, Kigali, Diamniadio, Abidjan ou Casablanca. ■



HIPPOCRATE  
MEDICAL ASSISTANCE

# RENCONTRES AFRICAINES DE LA SANTÉ

**NOUVELLE DATE**

**DU 7 AU 11 JUILLET 2020 À CASABLANCA**

SAUF CAS DE FORCE MAJEURE

THÈME

## Comment faire de la Santé, un levier de performance de votre Institution ?

Axe 1 : Bien-être au Travail et performance globale : un jeu win win

Axe 2 : Mise en place d'une démarche Santé-Sécurité et Performance

Axe 3 : Quelle stratégie de prévention des risques en Santé-Sécurité au Travail?

Axe 4 : Maîtriser la norme Iso 45001 & Piloter son système de management  
de la Santé-Sécurité au Travail

**NOUVEAU** ➤ Axe 5: les mesures de prévention et de protection du personnel  
en cas de pandémie (exemple : covid 19)

OFFERTS:



- > Inventaire de Personnalité d'une valeur de 200€.
- > Hébergement offert pour 6 nuitées dans un hôtel 4\*
- > Un pack bien être santé

Plus d'informations au **+212 6 62 11 89 45**  
ou par mail [rsall@lafriquequiouse.com](mailto:rsall@lafriquequiouse.com)

AFRIQUE CHALLENGE,  
L'AFRIQUE QUI OSE!

TOURISME

# Plus de 400 milliards de dollars de pertes à cause du Covid-19

---

LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS POURRAIT ENTRAÎNER JUSQU'À 450 MILLIARDS DE DOLLARS DE PERTES DE RECETTES DANS LE TOURISME INTERNATIONAL, SELON L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME.

---

Par Babacar Seck

Les conséquences du coronavirus sur le tourisme dans le monde sont considérables. Les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) donnent un aperçu sur la gravité de ses dégâts. Selon

l'organisation, les restrictions de voyage appliquées partout dans le monde pour lutter contre le Covid-19 devraient entraîner une baisse de 20 à 30% des arrivées de touristes internationaux en 2020

par rapport à l'année écoulée. «*De tous les secteurs économiques, le tourisme est l'un des plus durement touchés*», affirme Zurab Pololikashvili, secrétaire général de l'OMT. Une baisse qui pourrait en-

DES TOURISTES PORTANT DES MASQUES FACIAUX SE TIENNENT SUR LE PONT DE GALATA A ISTANBUL, LE 13 MARS 2020, AU MILIEU DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19, LE NOUVEAU CORONAVIRUS



gendrer des pertes estimées entre 300 et 450 milliards de dollars, soit près d'un tiers des 1500 milliards de dollars de recettes notées en 2019.

Toujours d'après lui, « s'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement l'impact probable du covid-19 sur le tourisme, il est clair que des millions d'emplois dans le secteur risquent d'être détruits. Environ 80% de toutes les entreprises touristiques sont des petites et moyennes entreprises (PME) et le secteur est en première ligne pour offrir des emplois et autres débouchés aux femmes, aux jeunes et aux populations rurales». ■

AFRIQUE DU SUD-COVID19

## Un fonds de plus de 11 millions \$ pour sauver le tourisme

LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN METTRA EN PLACE UN FONDS DE 200 MILLIONS DE RANDS (11,3 MILLIONS DE DOLLARS) POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES TOURISTIQUES ET HÔTELIÈRES IMPACTÉES PAR LE CORONAVIRUS.

Par B.S

D'après la ministre du Tourisme, Mmamoloko Kubayi-Ngubane, ces fonds sont destinés aux établissements hôteliers, restaurants, agences de voyages et structures connexes qui exercent depuis un an et réalisant un chiffre d'affaires annuel de moins de 2,5 millions de rands. Ces entreprises devront prouver les difficultés causées par le Covid-19 et assurer, pour une durée de trois mois, les salaires d'un minimum d'employés. 70 % des allocations de ce fonds profiteront aux entreprises dirigées par des Noirs, précise-t-elle. La priorité

sera accordée aux entreprises touristiques dirigées par des femmes, des jeunes et des personnes à mobilité réduite.

Cette décision a été prise par l'Etat sud-africain qui a constaté que la suspension d'activités commerciales, des voyages en direction et en provenance des pays à haut risque et la fermeture d'entreprises après les décisions du gouvernement pourraient occasionner une baisse des activités de petites et moyennes entreprises qui exercent dans ce secteur. La ministre avait d'ailleurs déclaré lors d'une

rencontre avec des professionnels du secteur que «notre industrie traverse une crise grave. L'épidémie a déjà affecté très négativement l'industrie du tourisme. Les chaînes d'approvisionnement du tourisme impliquent tout, de l'agriculture à la pêche jusqu'au secteur des banques et des assurances. A mesure que ces restrictions dureront, la part la plus durement frappée de la chaîne de valeur sera celle des industries essentielles qui comprennent l'hôtellerie, la restauration, les loisirs et divertissements, le transport et les voyages». ■

EGYPTE-COVID-19

# Des prêts bancaires pour soutenir les établissements touristiques

LA BANQUE CENTRALE D'EGYPTE (CBE) VA OCTROYER AUX ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES DES PRÊTS DE DEUX ANS POUR LEUR PERMETTRE DE MIEUX GÉRER LES CONSÉQUENCES DU CORONAVIRUS.

Par B.S

En Egypte, la banque centrale vient à la rescousse des acteurs du tourisme. La CBE prévoit ainsi de leur octroyer des prêts d'une durée de deux ans, avec un délai de grâce de six mois, pour leur permettre de gérer les dépenses économiques dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, notamment le paiement des salaires, les traitements et obligations contractés avec les fournisseurs, ainsi que le financement des travaux d'entretien des activités touristiques. Toutefois, «cette mesure ne prendra pas en compte les services d'agences de voyages, des réservations et des voyages touristiques, les transports, les restaurants et les activités récréatives dans les zones touristiques, les transports aériens pour les passagers», précise la CBE.

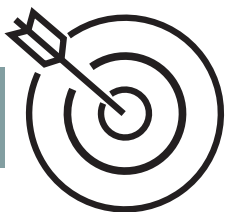
Cette initiative de la banque centrale entre dans le cadre du programme de relance économique annoncé par le président égyptien



UN CROISEUR FLUVIAL SUR LE NIL S'EST RETROUVÉ AU CENTRE DE LA PIRE ÉPIDÉMIE D'EGYPTE DE COVID-19, CE QUI SIGNIFIE UNE QUARANTAINE PROLONGÉE POUR LES PASSAGERS

Abdel Fattah Al-Sissi pour soutenir les secteurs les plus touchés par la pandémie, particulièrement le secteur touristique, avec un financement de 50 milliards de livres

égyptiennes (3,2 milliards de dollars) pour les hôtels. Des mesures phares pour venir en aide à des poumons de l'économie du pays des pharaons. ■



AFRIQUE DU SUD

## Un ancien prisonnier devenu tech entrepreneur

L'ANCIEN DÉTENU SIHLE TSHABALALA A CRÉÉ UNE ÉCOLE DE CODAGE, QUIRKY 30, DÉDIÉE AUX PERSONNES ISSUES DE MILIEUX DÉFAVORISÉS AFIN DE LEUR PERMETTRE UNE MEILLEURE RÉINSERTION SOCIALE.

Par Moussa Sène

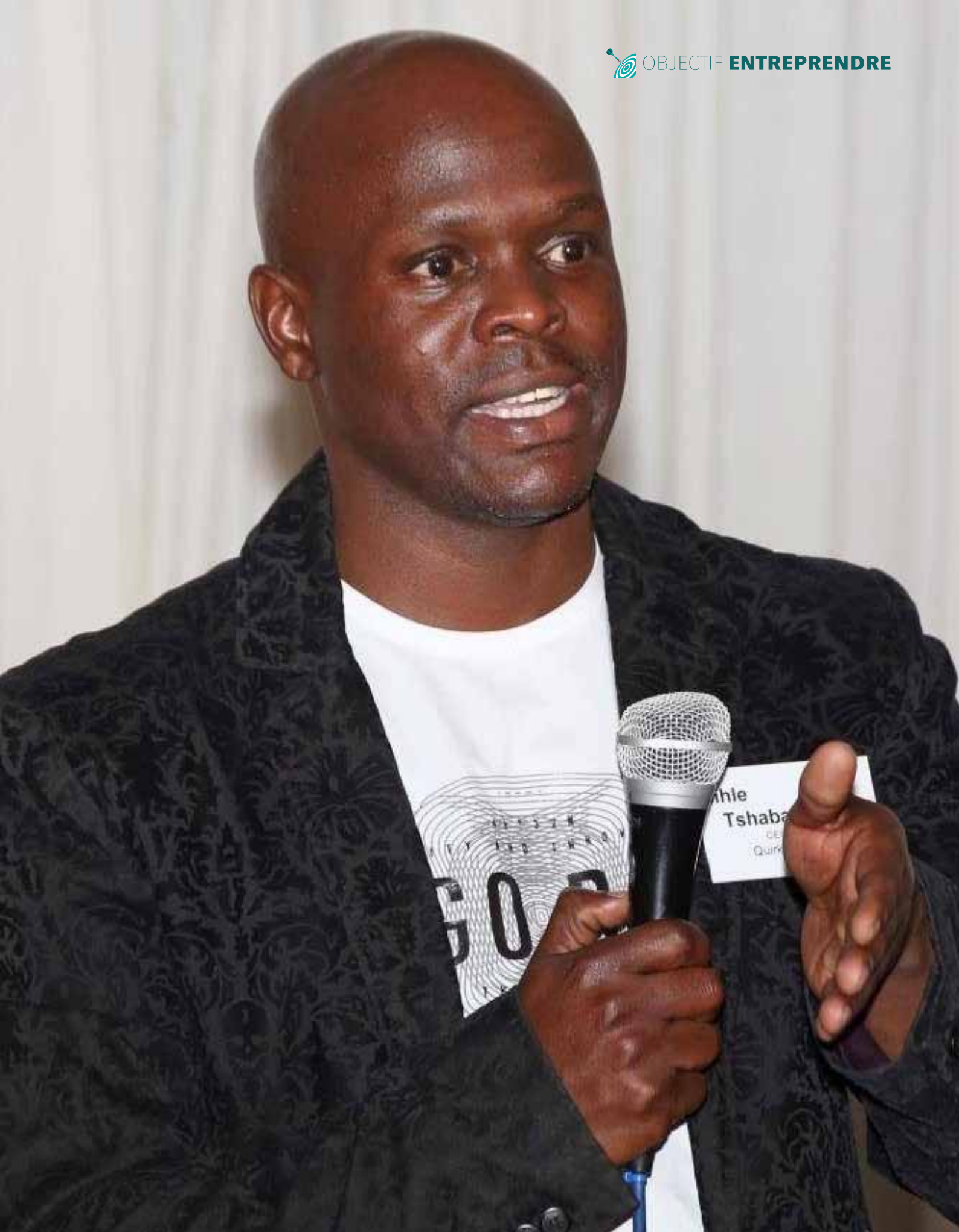


C'est ce qu'on appelle réussir avec brio sa conversion. Après avoir passé onze ans derrière les barreaux pour braquages, l'entrepreneur sud-africain Sihle Tshabalala a créé, à sa sortie, la startup Quirky 30 qui offre des formations gratuites en codage pour les anciens détenus, mères adolescentes et jeunes qui s'adonnent à la drogue. Un tremplin pour leur permettre d'avoir un métier pouvant leur faciliter leur réinsertion sociale. Plusieurs d'entre eux ont été déjà formés, notamment dans la ville du Cap « Notre formation est vraiment à part, car c'est la seule présente dans les bidonvilles. Je pense fermement que la Tech a un rôle vital à jouer dans la satisfaction des besoins sociaux dans ces communautés où le chômage et

l'analphabétisme dominant. Cette formation est un vrai tremplin pour arriver à une activité viable sur le long terme », indique-t-il au site [startupbrics](#).

Pour ce faire, la start-up a développé un programme d'un an scindé en deux parties. La première, qui dure 8 mois, vise à offrir une formation intense en codage, graphisme et cloud. La seconde, d'une période de 4 mois de stage, permet aux élèves de réaliser des projets pour des clients externes de l'entreprise. Parallèlement, Quirky 30 propose des solutions technologiques aux entreprises clientes et a noué des partenariats à long terme avec des entreprises qui souhaitent recruter ses futurs lauréats. ■





GO

hle  
Tshaba  
DE  
Quir

GUINÉE

# BGS recycle les déchets plastiques en pavés écologiques

L'ENTREPRENEURE GUINÉENNE MARIAM KEITA A CRÉÉ UNE STARTUP QUI TRANSFORME LES DÉCHETS PLASTIQUES EN PAVÉS ÉCOLOGIQUES. UNE FAÇON DE CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION.

Par Babacar Seck



La plupart des entrepreneurs vivent ou constatent des situations spéciales qui créent un déclic dans la matérialisation de leur projet entrepreneurial. Mariam Keita ne déroge pas à cette règle. Après avoir constaté que les ordures jetées par les habitants de Conakry avaient bouché les canaux d'évacuation des eaux usées, elle a décidé, avec d'autres femmes, de se lancer dans le recyclage des déchets et leur transformation en pavés écologiques. Cette innovation lui a valu une participation à la compétition Women In Africa Initiative (WIA) en 2019.

Aujourd'hui, elle semble réussir son pari. Beaucoup de déchets sont désormais transformés via son entreprise Binedou Global Service (BGS). Pour la fabrication de ces pavés, vingt kilogrammes de matières plastiques et dix kilogrammes de sable sont mélangés pour obtenir une matière noire qui sera ensuite coulée dans des moules pour l'obtention de briques. BGS aurait vendu 500 m<sup>2</sup> de pavés en neuf mois, pour le prix de 50 000 francs guinéens, soit l'équivalent de 4,87 euros le m<sup>2</sup>. Un chiffre d'affaires qui pourrait augmenter si l'entrepreneure et son équipe passent à l'étape industrielle. ■





NIGER

# Un entrepreneur redonne une seconde vie aux déchets de bois

.....  
 AU NIGER, LE JEUNE ENTREPRENEUR ASSAN MIDAL RECYCLE LES DÉCHETS DE BOIS ET LES TRANSFORME EN MOBILIER DE MAISON.  
 .....

Par B.S

Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Assan Midal confirme bien cet adage. Vu la cherté du mobilier vendu dans les marchés, il opte pour la confection de ses propres meubles en transformant des déchets en bois. En bon ven-

deur, il présente les photos de ses créations et séduit ses premiers clients.

Aujourd'hui, cet entrepreneur a monté sa propre entreprise et emploie huit jeunes. Une société qui propose du mobilier de maison, notam-

ment des canapés, étagères et tables basses, fabriqués à partir de palettes jetées par les industries. Il prévoit de fabriquer des bancs pour les écoles des communes non desservies du Niger pour étendre son activité. ■

LE GRAND ENTRETIEN



# Aissata Béavogui

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC)

“ Nous voulons réussir notre montée en puissance ”

Propos recueillis par Elimane Sembène



Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du groupe Emirates Global Aluminium (EGA), a débuté ses activités en 2014, en Guinée, avec la construction de sa mine de bauxite à Boké (nord-ouest du pays). Six années plus tard, l'entreprise semble prendre ses marques dans un secteur caractérisé par une forte concurrence. Dans ce grand entretien exclusif accordé à African Business Journal (ABJ), la directrice générale de la GAC, Aissata Béavogui, récente lauréate du «MIGA Gender CEO Awards 2020», aborde la genèse de ce projet, les principaux marchés d'exportation de la GAC, l'éthique et la bonne gouvernance ainsi que la formation des ressources humaines.

**ABJ : Votre entreprise Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du groupe Emirates Global Aluminium (EGA), a débuté ses activités en 2014, en Guinée, avec la construction de sa mine de bauxite à Boké (nord-ouest du pays). Quelles sont les raisons qui ont motivé le lancement d'un tel projet dans un secteur minier marqué par une intense concurrence au niveau local ?**

**Aissata Béavogui:** La bauxite et l'alumine sont les deux premiers maillons de la chaîne de valeur dont résulte l'aluminium en tant que métal. Etant le plus important producteur «d'aluminium de première qualité» au monde, notre actionnaire Emirates Global Aluminium (EGA) a besoin de bauxite et d'alumine pour fabriquer de l'aluminium. En 2019, EGA a lancé les activités de production de sa première mine de bauxite en Guinée ainsi que la production de sa première raffinerie d'alumine. Avec ces deux nouvelles additions dans sa chaîne de valeur, EGA a ainsi complété son programme d'expansion stratégique en amont et est devenue un producteur mondial intégré d'aluminium.

**La GAC a exporté plus d'un million de tonnes de minerai de bauxite depuis le début de ses exportations en août 2019, selon les chiffres publiés par l'entreprise. Est-ce une performance six mois après le début de vos opérations ?**



**« Notre programme de montée en puissance se déroule comme prévu. En décembre dernier, nous n'avions qu'un seul train par jour qui faisait le trajet entre la mine et le port. Aujourd'hui, nous sommes à 3 trains par jour et nous allons atteindre notre vitesse de croisière de 4 trains par jour d'ici la fin de l'année. »**

Notre programme de montée en puissance se déroule comme prévu. Par exemple, en décembre dernier, nous n'avions qu'un seul train par jour qui faisait le trajet entre la mine et le port. Aujourd'hui, nous sommes à 3 trains par jour et nous allons atteindre notre vitesse de croisière de 4 trains par jour d'ici la fin de l'année. Nous avons une équipe incroyable et tout se déroule comme prévu. Nous sommes tellement fiers !

**Quels sont vos principaux clients sur le marché international ?**



Outre EGA, nous avons signé des accords à long terme avec la société chinoise Xinfafa, qui est le plus grand producteur d'aluminium en Chine, et avec Vedanta Aluminium.

**Pourriez-vous nous décrire la chaîne de valeur de votre activité, de l'extraction du minerai de bauxite jusqu'à l'exportation, en passant par sa transformation en aluminium ?**

Nous exploitons une concession minière de 690 Km<sup>2</sup>, située au nord-ouest de la République de Guinée, en Afrique de l'Ouest. Notre concession minière est environ 7 fois la superficie de la ville de Paris. La zone à développer d'ici 2040 contient près de 400 millions de tonnes de ressources minérales bauxitiques. Une fois extrait, le minerai est transporté par chemin de fer vers les installations portuaires de la compagnie situées à Kamsar, sur la côte atlantique du pays, pour ensuite être expédié sur les marchés mondiaux par voie maritime.

Arrivée à destination, c'est le raffinage qui commence. La matière première nécessaire à la production d'aluminium primaire est l'oxyde d'aluminium, également appelé alumine. C'est une poudre blanche produite par le raffinage de la bauxite. Quelque deux tonnes d'alumine sont nécessaires pour produire une tonne d'aluminium par un processus électrolytique.

**Votre entreprise a adhéré à la Bourse de sous-traitance et de partenariats (BSTP) de la Guinée qui œuvre pour le développement des entreprises locales. Est-ce une manière de promouvoir le contenu local ?**

C'est tout à fait cela. Nous n'avons pas encore les chiffres de 2019, mais je peux vous dire que nous avons effectué 49 millions de dollars américains d'achats locaux en 2018. La même année, 25 entreprises ont été formées afin qu'elles puissent comprendre nos normes d'approvisionnement et soumissionner à nos

---

**« Nous exploitons une concession minière de 690 Km<sup>2</sup>, située au nord-ouest de la République de Guinée, en Afrique de l'Ouest. Notre concession minière est environ 7 fois la superficie de la ville de Paris. La zone à développer d'ici 2040 contient près de 400 millions de tonnes de ressources minérales bauxitiques. »**

---

**« Aujourd'hui, nous œuvrons dans le plus grand respect des standards de la Société financière internationale (IFI) en matière de responsabilité sociale et environnementale. Ce sont les standards les plus élevés et les plus rigoureux qui puissent s'appliquer à une société minière. De plus, nous sommes audités par des tiers qui s'assurent que ce que nous disons a bel et bien été fait. »**

appels d'offres. Cela s'est traduit par des contrats d'une valeur de 3,5 millions de dollars américains. Notre collaboration avec la BSTP est un moyen supplémentaire pour favoriser encore et davantage l'achat local. Nous faisons les choses différemment. Nous travaillons à les faire bien afin que notre activité puisse bénéficier au plus grand nombre des Guinéens.

**L'industrie minière engendre des impacts environnementaux considérables, y compris dans le secteur agricole. Avez-vous intégré l'aspect développement durable dans vos différentes activités pour réduire ces effets néfastes ?**

Avant même de démarrer nos activités d'exploitation, nous avons réalisé par le biais d'un cabinet international une étude d'impact environnemental et social qui nous permet aujourd'hui de mettre en place des actions concrètes pour réduire ou éliminer ces impacts. Aujourd'hui, nous œuvrons dans le plus grand respect des standards de la Société financière internationale (IFI) en matière de responsabilité sociale et environnementale. Ce sont les standards les plus élevés et les plus rigoureux qui puissent s'appliquer à une société minière. De plus, nous sommes audités par des tiers qui s'assurent que ce que nous disons a bel et bien été fait.



**Vous exploitez actuellement une concession minière de 690 Km<sup>2</sup> à Boké et prévoyez de développer cette zone d'ici 2040 pour exploiter près de 400 millions de tonnes de minerais de bauxite. Qu'en sera-t-il du relogement des communautés déplacées et des affectations de terres ?**

En matière de compensation et de relocalisation, nous appliquons rigoureusement les standards de la Société financière internationale. Ce fait à lui seul assure aux communautés qu'elles sont toutes traitées équitablement et dans le respect des meilleures pratiques internationales. À ce jour, 424 ménages ont été réinstallés dans deux nouveaux villages entièrement construits par la GAC.

**La GAC a reçu, en février 2019, le prix PFI (Project Finance International) de «l'accord multilatéral de l'année» lors des PFI Awards à Londres, qui récompense l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars par l'entreprise auprès d'institutions financières internationales en mai 2019. Comment avez-vous accueilli ce plébiscite ?**

Avec beaucoup de fierté ! Il nous a été décerné par plus de 800 des plus grands professionnels du financement de projets





**« La réussite de ce montage financier apporte une grande visibilité à la Guinée sur les marchés financiers internationaux et redéfinit les paramètres de financement des projets guinéens, ouvrant ainsi la voie à un meilleur accès aux capitaux internationaux pour le pays et au développement de l'économie nationale. »**

au monde. Cet accord de financement a été obtenu grâce à la robustesse technique et commerciale du projet de la GAC, ainsi qu'à l'accent mis par la GAC sur ses responsabilités sociales et environnementales. Ce montage financier sans précédent trace le chemin pour attirer d'autres investissements étrangers en Guinée. Depuis son indépendance en 1958, la Guinée a eu de la difficulté à attirer des investissements étrangers malgré son énorme potentiel minier, mais aussi hydroélectrique, touristique, agricole et industriel. Une des raisons qui explique cet état de fait est que les institutions bancaires et financières jugeaient trop risqué d'accorder des prêts à des entreprises établies en Guinée. Ainsi, à défaut de pouvoir emprunter, les investisseurs devaient tout payer au comptant.

La réussite de ce montage financier apporte une grande visibilité à la Guinée sur les marchés financiers internationaux et redéfinit les paramètres de financement des projets guinéens, ouvrant ainsi la voie à un meilleur accès aux capitaux internationaux pour le pays et au développement de l'économie nationale. Aujourd'hui, la Guinée est un pays plus attrayant pour les investissements étrangers et la GAC est fière d'y avoir contribué.

**Vous avez démarré la construction d'un centre de formation professionnelle en mécanique automobile légère à Boké. Quelles seront les missions de cet établissement ?**

La GAC s'associe à la GIZ (Agence de coopération internationale allemande) et à la DEG (Agence de développement néerlandaise) pour créer un centre de formation en maintenance de véhicules légers. Ce nouveau centre permettra de former des mécaniciens aux plus récentes technologies mécaniques et électroniques automobiles qui pourront répondre aux besoins des sociétés minières, mais également à ceux des automobilistes guinéens.

Le Centre de formation en technique automobile avancée « Rio Nunez » formera chaque année 25 jeunes Guinéens sélectionnés par concours. Les candidats intéressés devront posséder des prérequis en mécanique automobile et être détenteurs d'un diplôme délivré par un centre de formation professionnelle, par l'École nationale des arts et métiers ou par le Centre de perfectionnement aux techniques automobiles et mécaniques. La formation sera dispensée en mode intensif par des experts internationaux sur une période de douze mois.

Le Centre de formation en technique automobile avancée contribuera de manière durable au développement des compétences dans la région de Boké et augmentera l'offre en matière de contenu local. De plus, on doit noter que la participation de la GAC à la création de ce centre de formation n'est pas qu'une initiative altruiste, puisqu'elle y fera effectuer les travaux de maintenance de ses propres véhicules légers. Les automobilistes et les autres sociétés industrielles pourront en faire autant.

**Quelle place occupe la formation des ressources humaines dans votre entreprise, surtout dans un secteur très stratégique et évolutif ?**

La formation et le développement de nos employés occupent une place centrale, et ce, particulièrement dans un contexte où nous voulons identifier et former de nouveaux leaders qui pourront remplacer les



© D.R

anciens lorsqu'ils quitteront l'entreprise ou prendront leur retraite. Chez la GAC, la planification de la relève porte un nom différent : le programme de guinéisation des emplois. Il consiste, primo, à repérer des Guinéennes et des Guinéens qui possèdent un fort potentiel, secundo, à observer leurs compétences en leadership et, tertio, à développer leurs compétences en leur permettant d'expérimenter différents postes dans l'organisa-

---

**« La formation et le développement de nos employés occupent une place centrale, et ce, particulièrement dans un contexte où nous voulons identifier et former de nouveaux leaders qui pourront remplacer les anciens lorsqu'ils quitteront l'entreprise ou prendront leur retraite. Chez la GAC, la planification de la relève porte un nom différent : le programme de guinéisation des emplois. »**

---

tion, et ce, quarto, tout en leur offrant un mentorat et de la formation adaptés aux besoins de chacun. Au cours de la dernière année, tous les membres de la direction et certains titulaires de postes clefs ont développé leur plan de relève et une trentaine d'employés guinéens à fort potentiel ont depuis été identifiés. L'équipe de direction s'assure que ces employés se développent.

Toutefois, entendons-nous bien, personne n'aura droit à un laissez-passer gratuit. Celles et ceux qui ont un grand potentiel peuvent espérer gravir les échelons au sein de notre organisation, mais ce sera une marche à la fois et il faudra travailler fort. L'industrie minière est un secteur complexe et les sociétés minières performantes ont besoin de personnes qui ont le savoir-faire et qui s'efforcent à atteindre des résultats remarquables. L'ambition seule ne suffit pas. Il faut être le ou la meilleure, avoir de la détermination et être prêt à bosser dur.

**L'éthique et la bonne gouvernance du secteur minier restent un défi majeur**

---

**« Nous respectons les normes les plus élevées en matière de gouvernance d'entreprise. Et cela ne devrait surprendre personne, car toutes les grandes sociétés respectent également ces normes.**

**Dans le monde d'aujourd'hui, les clients refusent carrément d'acheter des produits qui proviennent d'entreprises véreuses et corrompues qui trichent, exploitent les ressources et les personnes sans scrupules. »**

---

**pour les entreprises évoluant dans ce domaine. Quelles dimensions revêtent ces notions à la GAC ?**

Encore ici, nous respectons les normes les plus élevées en matière de gouvernance d'entreprise. Et cela ne devrait surprendre personne, car toutes les grandes sociétés respectent également ces normes. Dans le monde d'aujourd'hui, les clients refusent carrément d'acheter des produits qui proviennent d'entreprises véreuses et corrompues qui trichent, exploitent les ressources et les personnes sans scrupules. Ainsi, nous publions chaque année la liste de tous les paiements que nous faisons aux gouvernements et sociétés d'État. Nous ne payons jamais rien au comptant, toutes nos transactions se font électroniquement par virement bancaire afin d'assurer la traçabilité de tous nos paiements. À la GAC, il n'y a aucune place pour la corruption et le blanchiment d'argent. Notre Code de déontologie et nos politiques internes sont très clairs en ce qui concerne ces phénomènes.

**Vous occupez le poste de Directrice générale de Guinea Alumina Corporation depuis 2015. Est-ce que le fait d'être l'une des rares femmes à accéder à cette responsabilité, dans un milieu dominé par les hommes, est une dose de motivation supplémentaire pour relever les défis ?**

Écoutez, je m'appelle Aissata Béavogui, je

## BIO EXPRESS

Aissata Béavogui est née en Guinée et a grandi au Sénégal où elle a fait toute sa scolarité avant de se rendre aux Etats-Unis pour y poursuivre ses études. Elle obtient en 1995 un diplôme en comptabilité générale et décide de s'orienter vers l'audit. Elle a notamment travaillé pour des cabinets spécialisés en audit gouvernemental du système des Etats-Unis avant de rejoindre le cabinet international Deloitte, l'une des quatre plus grandes compagnies d'audit au monde.

Après six ans passés au sein de ce cabinet, Aissata Béavogui rejoint des sociétés comme Xerox Communication, Discovery Communication où elle occupera des hauts postes de responsabilité. En 2013, elle décide de rentrer définitivement en Guinée et travaille pour le cabinet Grant Thornton Guinée. C'est en travaillant pour EGA comme consultante qu'elle est repérée et recrutée pour occuper le poste de directrice en charge de la conformité et de la gouvernance à la GAC.

A la suite de la nomination de Mamady Youla comme Premier ministre en décembre 2015, elle assurera l'intérim au poste de directeur général de la GAC jusqu'en janvier de 2016 avant d'être confirmée par le conseil d'administration d'EGA comme directrice générale de la GAC. Aissata Béavogui est la première femme guinéenne à occuper de hautes fonctions dans une entreprise minière guinéenne d'envergure internationale.



---

**« Vous savez, que vous soyez un homme, une femme, un noir, un métis et je ne sais quel autre critère, les gens trouveront toujours un élément pour considérer que vous ne pouvez pas faire grand-chose. Ce que vous êtes ne peut être une excuse pour ne pas réussir. Dans la vie, les meilleurs sont ceux qui travaillent dur pour y parvenir et cela indépendamment de ce qu'ils sont. »**

---

suis Guinéenne, je suis directrice générale d'une des plus grandes sociétés minières de mon pays, et j'ai été nommée à ce poste par le Conseil d'administration de la GAC

qui est uniquement composé d'hommes émiratis. Le fait que je porte une jupe n'est pas un handicap ni un critère d'excellence pour moi. Je suis un être humain au même titre que les hommes et je suis capable de me surpasser au même titre qu'eux. Si j'avais vu le fait d'être femme comme un obstacle, je n'occuperais certainement pas le poste que j'occupe aujourd'hui. Vous savez, que vous soyez un homme, une femme, un noir, un métis et je ne sais quel autre critère, les gens trouveront toujours un élément pour considérer que vous ne pouvez pas faire grand-chose. Ce que vous êtes ne peut être une excuse pour ne pas réussir. Dans la vie, les meilleurs sont ceux qui travaillent dur pour y parvenir et cela indépendamment de ce qu'ils sont.

---

**« Je suis évidemment très honorée de recevoir ce prix, mais cela ne changera rien dans ma vie. Toutefois, et je le dis en toute humilité, je fais mon travail avec passion, et si le succès que j'ai en affaires peut inspirer des jeunes filles et des femmes à persévérer pour réaliser leurs ambitions, j'en serais très heureuse. »**

---



**Comment suscitez-vous des vocations chez les jeunes filles qui n'ont pas une tendance naturelle à s'orienter vers les métiers des mines ?**

Aujourd'hui, on voit de plus en plus de femmes dans tous les secteurs et tous les échelons de l'économie, et ce, à l'échelle planétaire. Malgré cette tendance, l'industrie minière peine à recruter des femmes. Par exemple, dans les 36 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à peine 1% des emplois sont occupés par des femmes. Si les femmes croient que les emplois miniers sont rudes et difficiles, ce n'est plus réellement le cas. Cela est particulièrement vrai à la GAC, car nous disposons des meilleurs équipements et technologies. Les femmes ont définitivement leur place chez nous. D'ailleurs, 11% des emplois de la GAC sont occupés par des femmes.

**Justement, la Banque mondiale vous a décerné, le 5 mars dernier, le «MIGA Gender CEO Awards 2020», un prix qui récompense votre leadership féminin. De quoi s'agit-il concrètement ? Que représente cette distinction pour vous ?**

Le « MIGA Gender CEO Awards 2020 » est décerné annuellement par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), membre du groupe Banque Mondiale. Chaque année, ce prix récompense

une cheffe d'entreprise cliente de l'agence et qui s'implique activement dans la promotion de l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté et la stimulation d'une prospérité partagée. À cet égard, il est vrai que la GAC travaille activement à améliorer la condition des femmes dans les communautés locales. Ceci étant dit, je suis évidemment très honorée de recevoir ce prix, mais cela ne changera rien dans ma vie. Toutefois, et je le dis en toute humilité, je fais mon travail avec passion, et si le succès que j'ai en affaires peut inspirer des jeunes filles et des femmes à persévérer pour réaliser leurs ambitions, j'en serais très heureuse.

**Quels sont vos objectifs pour les trois prochaines années ?**

Réussir notre montée en puissance et produire 12 millions de tonnes de bauxite de manière sûre et responsable chaque année est la priorité numéro un. Deuxièmement, assurer la rentabilité de l'entreprise à long terme en contrôlant ses coûts de production. Pourquoi ? Parce qu'en étant rentables, toutes nos parties prenantes (actionnaires, employés, fournisseurs, communautés, gouvernements, etc.) y trouvent leur compte. Les actionnaires auront un bon retour sur leur investissement, les employés auront de bons salaires et de bonnes conditions de travail, les fournisseurs locaux décrocheront des marchés, les communautés locales seront soutenues dans leur développement socio-économique, et le gouvernement percevra des revenus émanant de taxes, de l'impôt sur le revenu, etc. Si nous ne faisons pas de profit, rien de cela ne sera possible. ■



© M-LUGHA

▲ M-LUGHA RENDRA LE PROGRAMME DISPONIBLE DANS LEUR LANGUE LOCALE, AMÉLIORANT AINSI LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ZONES RURALES.

KENYA

# Une application qui traduit le programme scolaire en 19 langues

AU KENYA, L'APPLICATION M-LUGHA TRADUIT LE PROGRAMME SCOLAIRE DANS LES DIFFÉRENTES LANGUES LOCALES. UNE AUBAINE POUR LES ÉCOLIERS.

Par Moussa Sène

Disponible sur téléphone ou tablette éducative, cette innovation permet à des enfants vivant dans des zones rurales d'accéder au programme scolaire partout et à tout moment, dans les 19 langues du pays. Alors que ces programmes étaient seulement disponibles en anglais et en swahili, 52-02,

concepteur de l'application M-Lugha, a créé cette solution en collaboration avec les enseignants pour vulgariser des contenus numériques auprès des écoliers kenyans. Plus de 7 000 personnes utilisent actuellement cette application qui coûte 2 dollars et qui est disponible sur Google Play. Pour en faciliter

l'accès aux populations moins aisées, le jeune entrepreneur a conçu parallèlement une tablette scolaire qui accompagnera le M-Lugha et espère collaborer avec le gouvernement pour faciliter la distribution du produit. Son objectif, toucher 2 millions de personnes d'ici deux ans. ■



## CÔTE D'IVOIRE

# Un site de comparaison d'offres bancaires

COLOMBE ET CLOVIS DJIREBO, UN COUPLE DE JEUNES ENTREPRENEURS IVOIRIENS, A CRÉÉ UN SITE DE COMPARAISON DES OFFRES BANCAIRES EN CÔTE D'IVOIRE POUR AIDER LES USAGERS DANS LEURS CHOIX.

Par M.S



Cette plateforme dénommée «JeCompare.ci», compare les tarifs proposés par les banques, les comptes d'épargne, les comptes chèques, les cartes standards et prépayées, ainsi que les taux de crédits. Les deux entrepreneurs y proposent également un système d'évaluation des services offerts pour faciliter le choix aux abonnés. Le couple a eu l'idée de lancer ce site gratuit après avoir constaté le manque d'informations tarifaires des banques, la difficulté à comparer les offres du marché bancaire, et le manque de canaux qui favorisent la prise en compte des retours d'expérience des clients. Ce site mis en service en fé-

vrier 2019, avait enregistré 6 200 visites un mois après son lancement. Colombe et Clovis Djirebo envisagent des partenariats avec des institutions bancaires pour développer leurs activités. «*Nous prenons le temps d'expliquer notre objectif et aussi les avantages de chaque partie à avoir ces informations, et dans la majorité des cas, on finit par trouver un terrain d'entente. Nous envisageons de nouer des partenariats avec les banques afin d'assurer la fluidité de transmission des informations qu'elles nous fournissent*», déclare Colombe Djirebo au site Droit Media Finance. Ils prévoient de déployer leurs services dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. ■



▲ LE DRONE ZURI

SÉNÉGAL

# Bientôt une académie pour former des pilotes de drones

LE PAYS AURA BIENTÔT UNE ACADÉMIE QUI FORMERA DES PILOTES DE DRONES, UNE INNOVATION MAJEURE QUI POURRAIT STIMULER L'AGRICULTURE.

Par Babacar Seck

Développé par l'Association des professionnels et amateurs de drones du Sénégal en partenariat avec d'autres structures publiques et privées, ce projet d'académie va proposer aux pilotes des formations alliant la théorie et la pratique et qui seront sanctionnées d'une licence de pilote de drone reconnue sur le plan international, d'après l'organisation.

Des formations qui se dérouleront majoritairement en ligne sur le modèle des cours suivis à l'école d'aviation de l'Eastern Kentucky University (EKU), aux Etats-Unis, à l'académie similaire au Bénin. Ces modules devront au préalable être validés par les autorités de l'aviation civile, avant leur démarrage effectif.

Cette académie pourrait permettre de combler le gap de ressources humaines qualifiées dans ce secteur. La rareté des compétences et des programmes de formation dans ce domaine est l'une des faiblesses du dynamisme de l'agriculture, d'après l'Union africaine. ■



# webinaires



PROFITEZ DU CONFINEMENT  
et participer gratuitement  
à nos webinaires

S'INFORMER ET S'INSCRIRE AU PROCHAIN WEBINAIRE

 [contact@lafriquequiose.com](mailto:contact@lafriquequiose.com)

  + 212 6 62 11 95 14

RDC

# Kinshasa Digital Academy, une école qui forme des développeurs

KINSHASA DIGITAL ACADEMY, UNE ÉCOLE PRIVÉE DE FORMATION DE CODEURS ET DÉVELOPPEURS INFORMATIQUES, A OUVERT SES PORTES DANS LA CAPITALE CONGOLAISE.

Par Baye Sakho



Les Kininois ont désormais leur établissement digital avec l'ouverture de la Kinshasa Digital Academy. Cette école privée propose des formations intensives et pratiques en codage et développement informatique aux jeunes Congolais. Ces derniers, assistés d'experts locaux et internationaux, y recevront des cours intensifs et pratiques sur le numérique pendant une durée de sept mois. Elle compte parmi ses partenaires la prési-

dence de la République, l'Union européenne, les ambassades de France, de Suisse, d'Allemagne, l'ONG Internews et Facebook. Cet établissement fait partie du réseau d'écoles de code mis en place par l'organisme français Simplon dans plusieurs pays africains.

## Former des profils polyvalents

Plus de 1 000 candidatures ont été enregistrées pour la première promotion. Quarante jeunes (dont 40 % de filles) ont

été retenus au bout de quatre étapes de sélection après avoir évalué leur degré de motivation. Chaque élève a reçu une bourse de 5 500 dollars qui lui permettra de couvrir les frais académiques et le matériel informatique. 30 bourses d'une durée de deux ans ont été octroyées par Orange RDC aux apprenants en plus d'une connexion internet. Concrètement, les formations sont axées sur deux domaines: le développement web, pour former des techniciens qui pourront créer une application web avec toutes ses fonctionnalités, et le référent digital, pour mettre sur le marché des techniciens polyvalents capables d'accompagner les entreprises dans leur transformation digitale et développer les projets numériques. A l'issue de la formation, les lauréats seront accompagnés pendant deux ans par l'école pour faciliter leur insertion professionnelle. Parallèlement, Kinshasa Digital Academy envisage l'organisation de hackathons, ateliers et masters class à travers son centre de formation ainsi que le développement de cursus sur mesure pour les entreprises et les institutions.■

AIMS

# Des bourses pour le Master africain en intelligence artificielle

L'INSTITUT AFRICAIN DES SCIENCES MATHÉMATIQUES (AIMS) OFFRE DES BOURSES POUR SON MASTER AFRICAIN EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (AMMI) POUR L'ANNÉE ACADÉMIQUE 2020-2021.

Par B.S



D'après l'AIMS, ce master offre des formations sur la recherche fondamentale en intelligence artificielle et propose une vaste gamme d'applications qui répondent aux besoins actuels et futurs de l'Afrique et du monde.

Pour y postuler, les candidats doivent être titulaires d'une licence en mathématiques, en informatique, en génie électrique ou un diplôme équivalent reconnu d'une institution accréditée

ou en cours d'accréditation d'ici la date de début de la formation.

A défaut d'avoir une formation en intelligence artificielle ou en apprentissage automatique, ils doivent démontrer leur intérêt pour cette filière. Le délai de dépôt des candidatures est fixé au 15 avril 2020. Les étudiants sélectionnés recevront une bourse complète qui couvrira notamment les frais de scolarité, l'hébergement, les repas et les frais de voyage. ■

MALI

# Exonération des équipements d'énergies renouvelables pour développer le mix énergétique




---

LE GOUVERNEMENT MALIEN EXONÈRE LES ÉQUIPEMENTS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES. UNE MESURE INCITATIVE QUI VISE À PROMOUVOIR LES ÉNERGIES VERTES.

---

Par MS

 Bonne nouvelle pour les investisseurs dans les énergies renouvelables au Mali. Ils ne payeront plus la TVA ainsi que les droits et taxes douaniers, seuls le Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) et la Redevance statistique seront désormais prélevés sur leurs équipements. A travers cette exonération, le gouvernement malien vise «*l'amélioration du mix énergétique, la poursuite des investissements dans le solaire et le respect des engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de promotion d'énergies propres et de sauvegarde de l'environnement*», précise un communiqué du Conseil des ministres.

L'énergie solaire constitue une réelle alternative dans un pays où l'électricité demeure un luxe pour de nombreux habitants. Seuls 50% des citoyens y ont accès et 16,7% en zone rurale, selon les statistiques. Pour l'heure, les énergies renouvelables et les systèmes hybrides ne représentent que 4,3% du mix énergétique. L'Etat compte y remédier à travers le Programme national d'énergies renouvelables (PANER) qui ambitionne de porter la capacité installée de ces énergies vertes à 1 416 mégawatts (MW) d'ici 2030.■



ENERGIE RENOUVELABLE

# L'EEP Africa finance des projets en Afrique

LE FONDS FIDUCIAIRE DU PARTENARIAT POUR L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE, EEP AFRICA, A LANCÉ UN APPEL À PROJETS POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE.

Par MS

Les entreprises qui s'activent dans les énergies renouvelables et opérant en Afrique du Sud, au Burundi, Kenya, Botswana, Lesotho, Mozambique, Malawi, Rwanda, Namibie, Seychelles, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Swatini et en Tanzanie peuvent postuler à cet appel à projets. Elles devront assurer un cofinancement d'au moins 30 % au budget total de leurs projets.

Les sociétés sélectionnées seront dévoilées d'ici mai 2020 avant une dernière évaluation et l'annonce des projets retenus en septembre 2020.

L'EEP Africa prévoit des subventions ou des avances remboursables dont les montants oscillent entre 200 000 et 500 000 euros. ■



PAR ALIOUNE GUEYE

## Premières leçons post-Covid

LA PANDÉMIE DU COVID-19 A PRIS LE MONDE ENTIER DE COURT. BIEN MALIN QUI POURRA PRÉDIRE L'AVENIR! MAIS D'ORES ET DÉJÀ, JE VOUS PARTAGE LES SIX PREMIÈRES LEÇONS QUE NOUS ENSEIGNE CETTE CRISE SANS PRÉCÉDENT.

**Leçon 1:** Il faut dé-construire cette idée que l'innovation coûte cher et qu'elle n'est l'apanage que des plus riches. Les meilleures idées ne sont pas forcément les plus coûteuses. La philosophie « jugaad » inspirée de l'Inde trouve en Afrique un terreau favorable.

**Leçon 2:** Le «Je» est mort, bienvenue dans le nouveau monde du «Nous». Partout, les intelligences individuelles se mobilisent pour aider les plus vulnérables, trouver un nouveau vaccin, travailler à distance, co-créer, donnant corps à une intelligence collective contagieuse, portée par la bienveillance, le bien commun, la solidarité, seuls saluts pour l'Humanité.

**Leçon 3:** Le retour à l'Expertise. Jamais ces dernières semaines on a entendu autant de pseudo-experts ayant un avis sur tout, mais ne maîtrisant rien... alimentant fake news, contrevérités et confusions en tous genres, jusqu'à la saturation, quand la situation commande retenue, lucidité, discernement et pédagogie. Virologie, mathématiques, économie... sont des disciplines qui ne s'improvisent pas. Dans le monde qui vient, on privilégiera la légitimité, la crédibilité et le contenu vs les contenants.

**Leçon 4:** L'inéluctable démondialisation va faciliter l'émergence d'afrochampions et de solutions made in Africa, plus adaptées en termes de frugalité et d'impact, et doper le commerce intra-africain, encore trop extraverti, pour mieux faire face aux contrecoups de la crise économique mondiale qui suivra inéluctablement la crise sanitaire.

**Leçon 5:** Entre le temps accidentel consubstantiel à l'accélération du progrès technologique, inventé par l'homme (Paul Virilio), et le temps confiné que nous impose la pandémie du Covid-19, il y a une opportunité de ré-habiter l'espace-temps par le temps choisi, dans lequel l'humain sera au centre et où on privilégiera la qualité à la quantité, l'optimisation à la maximisation. Qu'on ne s'y trompe pas, il n'y a pas d'accélération du temps, une journée comporte toujours 24 h, juste une démultiplication d'activités dans une même unité de temps.

**Leçon 6:** La pandémie a révélé une vitalité créatrice sans précédent. On n'a jamais eu autant de webinaires, de conseils d'administration et de conseils ministériels en ligne, de téléconsultations médicales, de classes digitales, d'achats à distance, voire de concerts en streaming, ces deux derniers mois que les 5 dernières années. Cette énergie va se poursuivre et dynamisera la transformation digitale, de toutes les sphères de la société, publiques comme privées, financée en partie par les ressources tirées de nombreux voyages d'affaires, congrès et déplacements devenus non indispensables. Toutefois, cela ne remplacera pas les interactions physiques. Car autant certaines activités se prêtent facilement à la dématérialisation, autant d'autres requièrent une présence humaine. Le monde qui vient sera physique et digital, il sera phigital. ■



# WEBINAIRES

► **LES TRANSFORM@CTEURS : Quels leviers pour enclencher le mouvement ?**

Conférencier:

Docteur Alioune GUEYE, Président du Groupe Afrique Challenge, l'Afrique Qui Ose!

Date : 08 Avril 2020, de 11h - 12h (GMT)

---

► **L'INTELLIGENCE COLLECTIVE : comment passer d'une logique de somme d'intelligences à une dynamique d'intelligence collective.**

Conférenciers :

Mamadou DIALLO, Psychosociologue des Organisations et DRH chez SETER

Abdoul Alpha DIA, Directeur du Capital Humain chez TELIUM Properties

Date : 15 Avril 2020, 12h -13h (GMT)

---

► **LE KIT DE SURVIE DU TÉLÉTRAVAIL : Mind Manager, l'outil révolutionnaire d'intelligence collective**

Animé par:

Mme Mariama DIALLO, Directrice Générale de l'Afrique Qui Ose!

Date : 29 Avril 2020 à 11h GMT



## Quand le coronavirus stimule l'intelligence collective

A quelque chose malheur est bon. Le coronavirus confirme ce célèbre adage en Afrique. Contrairement aux prédictions alarmistes, le continent démontre une incroyable capacité de résilience face à cette pandémie. Loin des chiffres effarants et intrigants venus d'ailleurs, les pays africains parviennent, avec les moyens du bord, à gérer ce cas de force majeure au point de susciter moult interrogations dans l'Hexagone. En parallèle, de nombreux Etats mettent en place des initiatives pour survivre au Covid-19. La digitalisation des services administratifs en est une parfaite illustration. Au-delà de son aspect préventif, elle permet à nos administrations, caractérisées par des lenteurs indicibles, de divorcer avec l'archaïsme pour épouser les contours du numérique. Au grand bonheur des usagers ! Les Conseils de ministres organisés en mode visioconférence apportent une touche d'innovation supplémentaire à cette e-gouvernance.

L'e-learning, qui jusque-là n'avait connu qu'un déploiement parcellaire, est devenu la norme. Les plateformes d'apprentissage à distance lancées par

les ministères concernés ou en collaboration avec des entrepreneurs locaux permettent aux élèves et étudiants de suivre leurs cours sans bouger de leur fauteuil et sans quitter leur domicile, grâce à la magie du Net. Ceux qui habitent dans des zones éloignées ou n'ayant pas accès à ces sites peuvent prendre des notes à travers les cours-videos animés par des professeurs et diffusés sur les chaînes publiques et privées. Le Maroc et le Sénégal notamment proposent cette alternative. Dakar souhaite même aller plus loin avec la création d'une télévision scolaire, fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Education nationale, la télévision nationale RTS1 et l'Université virtuelle du Sénégal.

A cette e-école, se greffe une batterie d'innovations qui s'extirpent des laboratoires. De la fabrication de gels hydroalcooliques à la création de robots automatiques en passant par les respirateurs et ventilateurs artificiels... autant de prouesses qui mettent sous le feu des projecteurs le génie souvent méconnu ou ignoré de nos établissements supérieurs.

Que dire de la conscience citoyenne spontanée pour vaincre ce virus ! En témoignent les nombreuses créations frugales et séduisantes comme les machines automatiques de lave-mains installées dans les quartiers par des entrepreneurs ou simples bénévoles, ou les masques en tissu confectionnés par nos talentueux artisans.

En outre, l'interdiction des surcharges dans les moyens de transport en commun limite les accidents et préserve l'humain au détriment de l'excès de gain. L'annulation de forums, foires ou conférences internationales, dont la plupart sont des rendez-vous en trompe-l'œil, permet aux Etats africains d'optimiser leurs budgets et de privilégier les dépenses efficaces. Les importantes contributions financières des entreprises du secteur privé dans les fonds de solidarité démontrent qu'elles ont un grand rôle à jouer dans la transformation socio-économique de nos pays à travers le volet RSE.

Finalement, le Covid-19 nous prouve qu'en Afrique, quand on veut on peut. L'exception est devenue la règle. Vivement qu'elle se pérennise ! ■





## RISK MANAGEMENT, 2E ÉDITION de Laurent Pierandrei

Crise financière, scandale sanitaire, accident nucléaire, cybercriminalité, stress au travail... : autant de risques que la société tolère de moins en moins et dont elle réclame la prévention dans un environnement interconnecté où la contagion peut être rapide. Pour assurer leur pérennité, rassurer les investisseurs et remplir leurs obligations réglementaires, les entreprises s'appuient sur leur fonction Risk Management. Ce manuel propose un cours de référence pour la formation au management des risques dans une perspective globale et transdisciplinaire. Après avoir posé le cadre théorique, il présente l'Enterprise Risk Management, ses outils (cartographie, évaluation, instruments d'assurance, de financement...) et ses liens (audit et contrôle interne). Enfin, la gestion des risques dans les banques et les entreprises d'assurance est développée largement, avec son contexte réglementaire (Bâle 3, Solvency 2) et des méthodes spécifiques. Cette 2e édition, entièrement mise à jour, permet de mettre en pratique les techniques de gestion du risque opérationnel et financier au travers de nombreux exemples et études de cas. ■



## SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL EN AFRIQUE: ASPECTS JURIDIQUES ET PRATIQUES de Henri-Joël Tagum Fombeno

Cet ouvrage fournit les informations nécessaires pour comprendre et maîtriser les aspects juridiques et pratiques relatifs à la santé et à la sécurité au travail dans les 54 pays africains. Rédigé dans un style simple et accessible à tous, l'ouvrage présente l'ensemble des règles relatives à la prévention des risques professionnels, expose minutieusement le rôle des différents acteurs en matière de prévention, et passe au crible les contours de la responsabilité associée à l'obligation de sécurité de l'employeur. Plus encore, l'ouvrage met en exergue l'importance et l'utilité de la santé et de la sécurité au travail. ■



## MANAGER LE TRAVAIL À DISTANCE ET LE TÉLÉTRAVAIL: CULTURE - MÉTHODES - OUTILS de Daniel Ollivier

Le management à distance s'installe dans les entreprises et administrations comme une pratique habituelle du fait de plusieurs évolutions organisationnelles : - le développement de la transversalité qui décloisonne les structures et apporte de la fluidité aux modes de fonctionnement, - la logique de concentration-décentralisation qui vise à réaliser des économies d'échelle, - la révolution numérique qui offre des outils collaboratifs permettant de s'affranchir du temps et de l'espace. Le management à distance connaît donc un essor considérable avec le télétravail qui va se poursuivre, puisque 50% des emplois sont télétravaillables à l'horizon 2030. Cet ouvrage ne se limite pas à une boîte à outils : il est centré sur les pratiques managériales de savoir-faire mais aussi de savoir-être. Car le manager à distance doit être capable de faire certains devoirs au regard de son expérience et de ses habitudes s'il veut pouvoir maîtriser, organiser et créer la relation de confiance qu'impose un management de plus en plus personnalisé.. ■



## ÉCONOMIE DE LA SANTÉ de Philippe Batifoullet, Nicolas Da Silva, et Jean-Paul Domin

Trou de la sécu, dette sociale, abus des assurés, déficit de la branche santé de la sécurité sociale, depuis le début des années 1970, les discours économiques critiquant le montant et la croissance des dépenses de santé ne cessent de se multiplier. Les débats sur le système de santé portent quasi exclusivement sur son coût et sur les moyens de réduire les dépenses, alors qu'ils pourraient porter sur la stagnation des recettes ou l'existence de nouveaux risques sanitaires à couvrir. Ce manuel a comme double objectif de présenter de façon synthétique et accessible le fonctionnement du système de santé et les différentes théories économiques inspirant la politique publique ; de souligner les affrontements théoriques de façon à montrer l'existence d'un débat académique qui peut avoir des implications du point de vue de la politique publique. ■

**A compléter et retourner avec votre règlement sous enveloppe affranchie ou par fax :**

**Abonnement & Publicité**

Tél : +212 522 36 04 18/20 | Email : contact@africanbusinessjournal.info | Fax : +212 522 36 31 41  
 3, rue Mansour Saadi Quartier Racine Casablanca Maroc

Type d'abonnement	Nombre d'exemplaires	Tarif en C FA / Unité	Tarif en Euro / Unité	Tarif en DH / Unité
Entreprise Organismes Administration Sociétés	1	3 500	5,5	45,00
	5	3 300	5	40,00
	15	3 000	4,5	38,00
	+20	2 600	4	35,00
Etudiants Universités Centres de Recherche Think Thank	1	2 500	4	35,00
	5	2 375	3,5	32,00
	15	2 100	3	27,00
	+20	1 800	2,5	25,00
Particuliers	1	2 800	4,5	40,00
	5	2 600	4	39,00
	15	2 540	3,5	35,00
	+20	2 200	3	30,00

- Oui, je m'abonne à African Business Journal pour 1 an (soit 4 numéros)  
 Nombre d'exemplaires : .....

**Mon règlement par :**

- Virement bancaire à l'ordre de Afrique Challenge  
 Compte bancaire N° SN 100 01001 00100292000462 SWIFT Code: AFRISNDA  
 BANK OF AFRICA, 4 Avenue Léopold Sédar Senghor BP 1992 RP - DAKAR SENEGAL

- Merci de m'adresser une facture acquittée.

**Mes coordonnées :**

- Mme  Mlle  Mr

Nom : ..... Prénom : .....

Raison sociale : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code Postal : .....

Pays : .....

Tél : ..... Email : .....@.....

Au sommaire de chaque numéro :

- Tableaux de bord de la Conjoncture et des Perspectives économiques en Afrique et dans le Monde
- Un Grand Entretien avec une grande personnalité du continent
- Des Business Case (étude de cas) sur des entreprises africaines qui se distinguent dans leurs secteurs
- Les Cahiers du Manager
- Un Focus sur des thématiques économiques majeures sur le continent
- Quatre cahiers thématiques : African Sectorial Journal, African Financial Journal, African Technology Journal et African Entrepreneurship Journal
- Une rubrique Green Business consacrée à l'environnement et au développement durable en Afrique

Date et Signature





.....  
**Assistance médicale  
& évacuations sanitaires**

HIPPOCRATE MEDICAL SERVICE  
.....

**Vous souhaitez...**

**Faire un bilan de santé de référence au Maroc**

↳ **CHECK UP**

**Vous soigner au Maroc**

↳ **ÉVACUATION**

Contactez-nous

.....  
3, rue Mansour Saadi - Quartier Racine  
20100 Casablanca - Maroc  
Tél.: +212 522 36 04 18/20  
Fax: +212 522 36 31 41  
Email: [hippocrate@lafriquequiose.com](mailto:hippocrate@lafriquequiose.com)  
.....

# Webinaire Gratuit



Durant le confinement  
l'Afrique qui ose  
organise des webinaires gratuits  
traitant une panoplie de thématiques

Contactez-nous  
pour connaître le programme  
et vous inscrire

 [contact@lafriquequiouse.com](mailto:contact@lafriquequiouse.com)  
  + 212 6 62 11 95 14